



HAL
open science

Débats autour des partis populistes

Chloé Alexandre, Gilles Ivaldi

► **To cite this version:**

Chloé Alexandre, Gilles Ivaldi. Débats autour des partis populistes. Florence Haegel; Simon Persico. Partis politiques, Bruylant (Emile), pp.861-912, 2023, Traités de science politique, 9782802767534. halshs-04350213

HAL Id: halshs-04350213

<https://shs.hal.science/halshs-04350213v1>

Submitted on 18 Dec 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

CHAPITRE 17 DÉBATS AUTOUR DES PARTIS POPULISTES

Chloé ALEXANDRE, Gilles IVALDI

Ce chapitre est la version pre-print d'un chapitre paru dans l'ouvrage collectif : *Partis Politiques*

Alexandre, Chloé et Gilles Ivaldi (2023) Débats autour des partis populistes in Florence Haegel et Simon Persico (dir.) *Partis Politiques*, Paris, Larcier, pp.861-912

dont la version publiée est disponible à l'adresse suivante :

<https://www.larcier-intersentia.com/fr/partis-politiques-9782802767534.html>

Introduction

Le succès des partis et entrepreneurs labélisés comme « populistes » représente un des phénomènes politiques les plus remarquables et sans aucun doute parmi les plus étudiés de ces deux dernières décennies. L'inflation de littérature académique sur le thème témoigne de cette popularité en croissance exponentielle depuis le début des années 2000 (Mény et Surel, 2000 ; Taggart, 2000 ; Hermet, 2003 ; Mudde, 2004 ; Mudde et Kaltwasser, 2012 ; De la Torre, 2015 ; Judis, 2016 ; Werner, 2016 ; Norris et Inglehart, 2019 ; Algan et al., 2019 ; Ivaldi, 2019a ; Lazar et Diamanti, 2019 ; Rosanvallon, 2020).

Historiquement, le populisme trouve ses origines dans les premiers mouvements américains et russes de la fin du XIX^e siècle, le *People's Party* aux États-Unis et le mouvement *Narodniki* en Russie, porteurs d'une révolte essentiellement populaire et rurale. Aux États-Unis, le populisme représente un élément central de l'histoire politique américaine, depuis les premières manifestations du *People's Party* à la fin du XIX^{ème} siècle jusqu'au populisme d'un Ross Perot dans les années 1990 (Kazin, 1995). Kazin (2017) rappelle que le populisme américain a émergé à la fin du XIX^{ème} siècle, dans ses formes progressistes, d'une part, et raciale nationaliste, d'autre part. La première était incarnée par le *People's Party*, la seconde manifestée par l'idéologie nativiste du mouvement fondé à peu près à la même époque par Denis Kearney, le Parti des travailleurs de Californie (*Workingmen's Party of California*), fer de lance de l'opposition à l'immigration des travailleurs chinois. Plus proche de nous, en Amérique latine, le populisme s'est développé à gauche dans des mouvements aussi divers que le *chavismo* au Venezuela, le péronisme en Argentine ou la présidence d'Alberto Fujimori au Pérou dans les années 1990 (De La Torre, 2010). En Europe, il a resurgi sur le devant de la scène électorale au détour des années 1980, principalement sous la forme d'une nouvelle droite radicale, nationaliste et autoritaire, en France, en Italie, aux Pays-Bas, en Autriche ou dans les pays scandinaves, notamment (Mudde, 2007).

Dans sa version contemporaine, le populisme se donnerait à voir sous de multiples occurrences (Ivaldi et al., 2017), distribuées sur l'ensemble du spectre politique et couvrant une pluralité d'aires géographiques, depuis l'Europe jusqu'au monde latino-américain, passant par les États-Unis, l'Inde, la Turquie ou l'Indonésie (Badie et Vidal, 2019). Du référendum sur le Brexit au Royaume-Uni, jusqu'à la victoire de Donald Trump lors de l'élection présidentielle américaine de 2016, passant par les élections européennes de 2019 et nombre de scrutins nationaux récents, le populisme est évoqué comme symptôme d'une transformation profonde des démocraties représentatives occidentales et d'un processus d'affaiblissement des valeurs et normes libérales qui en assurent l'équilibre politico-institutionnel (Ivaldi, 2019).

En dépit d'efforts importants de conceptualisation et de développement de théories explicatives du phénomène, le populisme demeure un objet de débats et de controverses académiques. La difficulté d'établir une théorie « unifiée » du populisme est apparue dès les premières vagues d'étude du populisme à la fin des années 1960 (Ionescu et Gellner, 1969) et les débats ne sont toujours pas totalement clos à ce jour quant à la définition du concept, son statut ontologique, son intérêt heuristique ou la possibilité d'en délimiter un périmètre politique, historique et géographique.

Ce chapitre propose de revenir sur les principaux enjeux des débats associés aux partis populistes. Une première partie présente les aspects théoriques de ces débats, autour de la question de la définition du phénomène populiste, de ses manifestations partisans plurielles et de ses intersections avec d'autres concepts centraux de la sociologie politique. Une deuxième et troisième parties abordent d'abord les enjeux relatifs à la mesure du populisme partisan et les ressorts du populisme, phénomènes émergeant dans un contexte de crises économique et démocratique puis les controverses qu'il a suscité car il constitue un objet polémique de débats politiques. La quatrième et dernière partie de ce chapitre est consacrée quant à elle à la diversité des incarnations du populisme contemporain, de son modèle organisationnel et de certaines de ses manifestations comme mouvement social hors de la sphère strictement partisane.

1. DÉFINIR LE POPULISME

Face à des manifestations très diverses, sur tous les continents et dans des contextes institutionnels et politiques variés, il s'agit de tenter de délimiter les contours du populisme et d'en identifier les traits caractéristiques. Cependant, si les spécialistes tendent à s'accorder sur un noyau définitionnel, les débats scientifiques perdurent quant à l'ontologie du populisme et son utilité heuristique, notamment, son éventuelle qualification en tant qu'idéologie. La conceptualisation du populisme s'inscrit également dans une logique de distinction avec d'autres concepts préexistants qu'il convient de ne pas superposer.

1.1. Vers un noyau définitionnel du populisme

Les tentatives initiales d'analyse de phénomènes politiques s'apparentant au populisme ont pu conduire dans un premier temps à confirmer la difficulté à établir une théorie unifiée tant les manifestations peuvent différer sur le plan idéologique, organisationnel ou dans leur base sociale (Canovan, 1981). La stabilisation conceptuelle de la notion de populisme a progressé

ces vingt dernières années cependant grâce au travail conjoint des théoriciens et des comparatistes et au dialogue entre les études européennes, latinoaméricaines, et étatsuniennes. Dans une réflexion récente, Olivas Osuna (2021) note à cet égard un « processus de convergence définitionnelle » au travers duquel émerge un noyau d'attributs de base ou d'éléments thématiques associés au populisme ou à ses manifestations (p.7).

Partant, il est possible d'en délimiter les traits caractéristiques formant une définition « minimale » au sens de Sartori (1970), c'est-à-dire saisissant les attributs essentiels –à la fois nécessaires et suffisants– du phénomène populiste. Le populisme peut être défini *a minima* comme un principe d'organisation et de légitimation du pouvoir reposant sur trois concepts fondamentaux (*core concepts*) que sont le peuple, l'anti-élitisme et la volonté populaire, comme l'illustre une série de définitions provenant de différents courants d'analyse. Insistant sur un corpus d'idées, l'approche idéationnelle formulée par Mudde (2004) décrit « un ensemble d'idées qui dépeint la société comme divisée entre le peuple pur et les élites corrompues ». Stanley (2008), parle pour sa part d'un « antagonisme peuple/élite qui implique une interprétation distincte du politique ». Taggart (2000) écrit que « le populisme célèbre 'le peuple', notamment quand les valeurs de ce dernier contrastent avec celles des élites ». Adoptant à l'inverse une approche plus discursive, Laclau (2005) nomme populiste les discours qui s'articulent autour de la notion de peuple. De même, pour Stavrakakis (2018), le populisme est un type de discours qui exprime les intérêts du peuple et représente sa volonté, contre une élite qui leur fait barrage. Pour Aslanidis (2018), le populisme constitue un *master frame* autour des notions du peuple « noble » et de l'élite « corrompue ».

La notion de peuple est, on le voit, au centre de la vision populiste du politique. L'appel au peuple en constitue son point nodal. Lazar et Diamanti (2019) parlent à ce sujet d'une « peuplécration ». Le peuple des populistes est décrit comme une communauté symbolique idéalisée, un sujet politique global, construit au travers d'une série de signifiants culturels, ethniques ou socio-économiques (Stavrakakis et al., 2017 : 448-449), une « version idéalisée d'un peuple choisi » (Taggart, 2000). En cela, le populisme est d'abord un monisme idéologique : son imaginaire fonctionne selon une « logique d'équivalence » (Stanley, 2008) ou de « simplification » (Rosanvallon, 2014), au travers de laquelle le populisme articule une pluralité de demandes socio-politiques et leur façonne une identité commune (Laclau, 2005).

L'expression de la volonté populaire constitue le deuxième élément du noyau idéationnel du populisme, qui voit dans le peuple souverain la source exclusive du pouvoir politique. Le populisme repose sur l'affirmation du primat absolu de la souveraineté populaire, sans entrave ni restriction. Le peuple des populistes serait ainsi doué de volonté et de « bon sens » et dépossédé de sa souveraineté par une élite sourde à ses demandes. Dans le cadre de la compétition politique, les acteurs populistes s'arrogent typiquement le monopole de la représentation de ce peuple « authentique », se faisant porte-parole des « oubliés », des « gens » ou de la « majorité silencieuse ». Ainsi que le rappelle Müller (2016), cette prétention à représenter seul le pôle « subordonné » ou « exclu » est un aspect central du populisme.

Enfin, dans l'imaginaire populiste, le peuple est systématiquement opposé à l'élite (« eux » vs « nous »). Le populisme repose sur cette représentation polarisante et verticale d'une société politique duale, divisée en deux blocs antagonistes, l'un subordonné (le peuple), l'autre dominant (l'élite). L'élite des populistes est interprétée comme un groupe homogène, indifférencié et dissemblant du peuple, une « oligarchie » ou une « caste » définie par la détention du pouvoir politique, économique, culturel et/ou médiatique. Celle-ci est essentiellement « corrompue » ou « pervertie », non seulement d'un point de vue moral –au

travers de la dénonciation de la ploutocratie et de l'affairisme politique–, mais plus fondamentalement parce qu'elle demeure tournée vers elle-même et ignore ou trahit les intérêts véritables et la volonté du peuple souverain et, par définition, « vertueux ». Le populisme insiste fortement sur « l'homologie nécessaire entre représentants et représentés » et dénonce la distance entre l'élite et le peuple (Mény et Surel, 2000). En cela, le populisme va plus loin que la seule méfiance à l'égard des représentants politiques.

Si les spécialistes s'accordent pour définir le populisme comme une manière de distinguer deux groupes qui s'affrontent, le peuple voulant reprendre le pouvoir à l'élite, l'homogénéité prêtée à ces groupes et le caractère manichéen et moral de leur relation est encore, il faut le souligner, en débat. En effet, plusieurs auteurs de l'approche idéationnelle n'hésitent pas à insister sur l'antagonisme moral de la relation peuple-élite qui renvoie à une opposition du bien contre le mal et qui suggère que les frontières entre les deux groupes (et donc leur homogénéité interne) relèvent de représentations mentales préalables. Notamment, les contours du peuple sont déduits en creux, par opposition à ceux attribués à l'élite corrompue (Hawkins et al. 2018, ; Mudde et Kaltwasser, 2017 ; Müller, 2016 ; Stanley, 2008 ; Taggart, 2000).

A l'inverse, les tenants de l'approche discursive considèrent que l'opposition entre le peuple et les élites n'est pas morale mais politique. C'est une construction, par le discours et les représentations, qui désigne dans le même mouvement qui fait partie du peuple et qui fait partie de l'élite. Ce faisant, le peuple n'est pas naturellement homogène, mais unifié par une démarche de cadrage (logique d'équivalence), et l'élite est définie en creux par rapport au peuple (Katsambekis, 2020). De ces deux positionnements théoriques découle la possibilité ou non de considérer le populisme comme une idéologie autonome –aussi fine soit-elle– décelable à la fois dans les programmes des partis et dans les attitudes individuelles des citoyens, ou bien de considérer le populisme comme le résultat d'un discours performatif, un style rhétorique, ou une stratégie. Ces deux approches ont aussi des implications très différentes sur la manière d'envisager le rapport que le populisme peut entretenir avec la démocratie.

1.2. Populisme « performatif » ou « idéologique » ?

Ainsi que le remarque Steger (2019), la question de la nature du populisme oppose des points de vue concurrents en deux positions intellectuelles qui se distinguent par leur focalisation soit sur le contenu, soit sur la forme du populisme : « les approches centrées sur le contenu, explique l'auteur, soulignent l'importance des constructions idéologiques au cœur du populisme, telles que les idées, croyances et valeurs connexes qui fournissent aux acteurs sociaux les cartes mentales communes pour naviguer dans la complexité de leurs environnements politiques. Inversement, les approches axées sur les formes soulignent le rôle fonctionnel du populisme en tant que logique, style, stratégie ou répertoire particulier qui s'empare d'idées hétérogènes pour atteindre les résultats politiques souhaités » (p.115).

Si des différences demeurent, ces diverses approches ne sont cependant pas, nous venons de le souligner, totalement exclusives, s'agissant en particulier des conceptualisations du populisme en tant que discours ou idéologie. Pour l'essentiel, les divergences concernent d'abord le niveau d'abstraction privilégié par telle ou telle approche – idéologies politiques, stratégies de campagne, styles de leadership ou discours– et ces différents niveaux peuvent en réalité être considérés comme complémentaires.

1.2.1. Le populisme « performatif » : style, stratégie et discours

Nombre d'auteurs insistent sur le caractère essentiellement « performatif » du populisme, y voyant avant tout un style ou une stratégie politique (Aslanidis, 2016 ; Weyland, 2017 ; Casero-Ripollés et al., 2017). Moffit (2016) formule une définition du populisme comme « style politique ». L'auteur en souligne les dimensions rhétorique et communicationnelle, insistant sur l'importance des « performances » verbales et non-verbales dans un contexte de déclin des grands clivages idéologiques et de tendance à la simplification du discours politique. Ostiguy (2017) rejoint cette conception et insiste sur la dimension socioculturelle, intégrant son analyse du populisme à celle des clivages sociaux. A ses yeux, le populisme doit être pensé comme la politisation des hiérarchies et des clivages socioculturels dans une société donnée au travers d'un style et d'un scénario populistes qui célèbrent les opprimés et déploient un antagonisme mobilisateur entre le « haut » et le « bas ». Le leader populiste s'adapte à sa base sociale et connecte populisme et populaire en s'affichant volontairement comme le représentant du peuple dans le double sens de représentation politique et de miroir social, et donc en adoptant lui-même les codes.

Aslanidis (2016) propose, pour sa part, une approche discursive et voit dans le populisme un « cadre discursif » (*discursive frame*), c'est-à-dire un discours moins élaboré qu'une idéologie mais néanmoins capable de porter et transmettre une signification cohérente dans une situation particulière, constituant en cela un mode plus flexible de persuasion à la disposition des entrepreneurs politiques. On retrouve chez Laclau (2005) et *l'Essex School* l'idée d'un populisme comme logique discursive de construction des identités politiques, plutôt qu'une idéologie constituée. Le populisme y est conceptualisé comme une « logique spécifique d'articulation » de contenus sociaux, politiques ou idéologiques, indépendante de ces contenus eux-mêmes, et qui vise à construire un « peuple » par la définition d'une frontière séparant ce dernier de « l'élite ». Le discours populiste s'apparente à une stratégie d'accession au pouvoir d'une base sociale avec des intérêts unifiés.

D'autres auteurs, à l'instar de Weyland (2017), proposent d'envisager le populisme en tant que stratégie personnelle d'un entrepreneur politique, « une stratégie politique au travers de laquelle un leader personnalisé cherche la conquête ou l'exercice du pouvoir sur la base d'un soutien direct, non médiatisé et non institutionnalisé de la part d'un grand nombre de supporters essentiellement non organisés » (Weyland, 2001, p.14). Reprenant certains des éléments de cette conception politico-stratégique, Kazin (1995) définit le populisme comme un « mode de persuasion flexible » plus qu'une idéologie. Pour lui, le populisme constitue « un langage dans lequel les gens ordinaires sont construits comme un assemblage noble, non limité par l'appartenance de classe, qui oppose ce peuple aux membres d'une élite considérée comme tournée vers elle-même et non démocratique, et qui cherche à mobiliser les premiers contre les seconds » (p.1).

1.2.2. Populisme idéationnel et idéologie fine

Une seconde approche réunit un ensemble de travaux autour d'une définition « idéationnelle » du populisme, c'est-à-dire en tant qu'idéologie politique (Mudde, 2004 ; Stanley, 2008 ; Hawkins, 2018). Le populisme y est appréhendé comme un ensemble organisé

d'idées, une vision cohérente du monde, qui transparaît sous la forme de discours et d'attitudes. En ces termes, Mudde (2004) résume le populisme comme « une idéologie qui considère que la société est ultimement séparée entre deux camps homogènes et antagonistes, « le peuple pur » face à « l'élite corrompue », et qui soutient que la politique doit être l'expression de la volonté générale du peuple » (p.543). Comme le souligne Rooduijn (2014), il s'agit de centrer l'attention sur les idées qui formeraient par hypothèse le « noyau » idéationnel du populisme, ignorant notamment certains tropes plus « périphériques » et aléatoires tels que le rapport au *leadership*, le modèle d'organisation ou le style démagogique, notamment.

Ainsi identifié, le noyau d'attributs de base ou d'éléments thématiques associés au populisme et à ses manifestations –à savoir le triptyque peuple, élite, souveraineté– demeure relativement restreint et ne concerne pour l'essentiel que la question de la représentation et du pouvoir au sein de l'environnement politique, échouant à cet égard à proposer une vision globale de la société, des groupes sociaux et des multiples lignes de clivages qui y opèrent. En cela, le populisme constituerait, dans les termes de l'approche idéationnelle, une idéologie « fine » (*thin-centered ideology*) (Mudde, 2004 ; Stanley, 2008 ; Mudde et Kaltwasser, 2017), c'est-à-dire relativement pauvre car ne proposant pas une vision totalisante du monde, à la différence par exemple d'idéologies à la morphologie plus dense telles que le socialisme ou le libéralisme. A cet égard, la littérature comparative insiste sur le caractère malléable du populisme, qui nécessite de s'adosser à des corpus idéologiques plus « épais » qui lui fournissent l'ensemble des concepts indispensables à l'élaboration de son programme d'action et de mobilisation.

1.3. *État des forces des populismes contemporains*

Indépendamment du statut ontologique qui leur est conféré par les diverses approches, les attributs populistes n'existent jamais seuls. Ils se greffent à des appendices idéologiques plus substantiels, qui permettent de donner un corps au « peuple » et à « l'élite » et proposer un programme d'action, et participent ainsi de l'incarnation du phénomène populiste. Ainsi que le suggèrent notamment De Cleen et Stavrakakis (2017), il est essentiel d'explorer les « intersections » du populisme avec d'autres formes idéologiques fondamentales qui en constituent le soubassement. Le populisme opère sur les grandes lignes de fracture idéologiques socio-économiques et culturelles qui traversent les démocraties occidentales. Cette articulation du populisme avec les systèmes d'identités politiques et de positionnement des acteurs sur les axes de conflit, matérialiste et culturel, demeure encore pour l'heure le principal critère de différenciation entre un populisme de gauche à dominante socio-économique, universaliste et inclusif, et son alter ego de droite, façonné par les enjeux ethnoculturels identitaires, essentiellement exclusif (Mudde et Kaltwasser, 2013, 2017). Au total, la diversité des exemples illustre bien d'une part le caractère malléable du populisme et, de l'autre, sa qualité de composant de second plan dans les identités partisans.

De Cleen et al. (2018) mettent très justement en garde contre une confusion de concepts en populisme et famille partisane, rappelant que le populisme ne concerne qu'un aspect seulement de l'idéologie d'un parti. Les partis considérés comme populistes ont une capacité de mobilisation des secteurs importants de l'électorat qui va bien au-delà de leur seule rhétorique anti-élites, sur des enjeux socio-économiques et culturels plus substantiels (Akkerman et al, 2017 ; Ivaldi, 2018 ; van Hauwaert et van Kessel, 2018). Néanmoins, la

recherche contemporaine distingue principalement deux macro-occurrences du phénomène populiste, l'une de gauche, l'autre de droite (Mudde et Kaltwasser, 2017 ; Ivaldi et al., 2017). En prime, dans les nations d'Europe orientale et centrale, le populisme est également associé à l'émergence d'une classe de partis anti-establishment, qui se laisse moins aisément appréhender en termes classiques de gauche ou de droite, ni même dans les grandes catégories employées pour l'étude du phénomène populiste en Europe de l'Ouest (Hanley et Sikk, 2016 ; Stanley 2017).

1.3.1. *The usual suspects* : la droite radicale populiste pan-européenne

Parmi les partis contemporains qui peuvent être qualifiés de populistes, on en compte un certain nombre dont l'orientation principale est le nativisme (ou nationalisme ethnique). Selon Mudde (2007), le nativisme est une idéologie qui avance que la société et l'Etat devraient appartenir uniquement aux natifs qui constituent la véritable nation. Tout ce qui est étranger représente une menace pour son homogénéité. L'opposition duale qui structure cette idéologie intervient donc sur des bases culturelles, entre le natif et l'étranger. Ce populisme politise les enjeux liés à l'immigration, à l'autorité et à l'identité nationale et son « peuple » idéalisé est d'abord construit en termes culturels, en tant que peuple-ethnos (Taguieff 2012).

Les partis de droite radicale sont nombreux à avoir adopté dans leur mutation contemporaine un registre populiste en supplément (Betz, 1993 ; De Cleen et Stavrakakis, 2020 ; Mudde, 2007 ; Rydgren, 2017). Les droites radicales constituent aujourd'hui une force électorale dominante sur la scène populiste pan-européenne (Ivaldi, 2019a). Le *Front national* français en est traditionnellement considéré comme le modèle prototypique (Ivaldi, 2016), modèle qui a essaimé dans un grand nombre de nations occidentales (Rydgren, 2005), à l'image du *Parti de la Liberté* aux Pays Bas, l'AfD en Allemagne, ou encore de la *Ligue* en Italie, ainsi que dans les trajectoires des partis conservateurs radicalisés du *Fidesz* hongrois ou du *PiS* polonais (Buřtiková, 2018).

Cependant, si cette association est fréquente, elle n'est pas automatique. Certains partis de la droite radicale s'en tiennent à leur corpus traditionnel d'autoritarisme et nativisme, voire néofasciste, comme l'*Aube dorée* en Grèce, le *Parti chrétien démocrate du peuple (KDNP)* en Hongrie ou le *Mouvement National* en Pologne. À ce titre, la qualification de populiste du Président Brésilien Jair Bolsonaro ou du jeune parti espagnol *Vox* fait débat quand ils semblent illustrer bien plus un discours nativiste et autoritaire dépourvu de référence au peuple souverain.

1.3.2. Le tournant populiste de la gauche radicale en question

Le socialisme est une autre idéologie qui sert fréquemment de support au populisme. Le populisme peut y trouver une base cohérente pour s'implanter lorsque le peuple est défini comme la somme des « dominés, » permettant de prendre en compte les mutations structurelles du salariat au XXI^e siècle et la progression des valeurs post-matérialistes qui ont ouvert la voie à d'autres conflits d'émancipation sur des bases non économiques (March, 2007). À l'opposé, l'élite concerne les dominants, sous leur forme moderne, les grandes banques, les multinationales, les 1% des plus riches, notamment mis en avant par le récent mouvement des places (Della Porta, 2015). À l'image de Podemos en Espagne, ce populisme s'est nourri des mouvements sociaux qui ont émergé à la suite de la crise financière de 2008, tels les *Indignados* et le *Movimiento 15-M*.

Dans les années récentes, une partie de la gauche radicale a incorporé le populisme à son corpus pour former ce que March et Mudde (2005) appellent le « social populism ». Des formations populistes de gauche telles que *Podemos* en Espagne, *Syriza* en Grèce ou *La France insoumise (LFI)* de Jean-Luc Mélenchon ont formulé une nouvelle stratégie populiste, éloignée du marxisme et de la gauche radicale classique, en tentant notamment de s’émanciper du clivage gauche-droite traditionnel pour lui substituer la lecture verticale caractéristique du populisme, au travers de l’opposition du « peuple » et des « élites » (Castaño, 2018 ; Chazel, 2019 ; Alexandre et al, 2021). La candidature Sanders au sein du *Parti Démocrate* peut relever aussi de cette logique (Hawkins et Littvay, 2019). Il s’agit essentiellement ici d’un populisme inclusif, adossé à des valeurs égalitaires, humanistes et universalistes, porte-voix des groupes sociaux défavorisés et minoritaires, soulignant leur opposition à un « autre » commun, représenté par l’establishment politique et/ou l’élite néolibérale (Mouffe, 2016 ; Ivaldi, 2019b ; Lisi et al., 2019). Néanmoins, March (2011) a montré qu’une partie importante de la gauche radicale ne s’était pas tournée vers le populisme, notamment les partis communistes historiques, comme en France, en Espagne, en Italie, au Portugal, ou encore en Belgique. De même, les partis sociaux-démocrates et écosocialistes dans les pays scandinaves ne sauraient être tous qualifiés de populistes.

1.3.3. Populisme du centre ? Partis centristes réformistes anti-*establishment*

Il existe, enfin, une classe de partis populistes qui s’accordent avec des idéologies plus centristes ou libérales ou bien des partis dont l’identité politique se résume au populisme et qui n’ont pas d’autres enjeux à leur agenda, incarnant une forme de populisme non adossée à une idéologie plus substantielle. Zulianello (2020b) propose de nommer ces derniers « populisme consensuel » (« *valence issue populism* ») pour souligner leur propension à se mobiliser uniquement sur des questions de transparence et démocratique, corruption, et anti-*establishment*.

En Europe de l’Est, le populisme prospère sous la forme de partis centristes anti-*establishment* (Učeň, 2007). Ce « centro-populisme » opère essentiellement sur des thématiques anti-élites, sur la dénonciation de la corruption et la promotion de la démocratie directe (Havlík et Voda, 2018). Il s’avère assez hétérogène dans ses manifestations (Engler et al., 2019) et s’incarne dans de nombreux partis, tels l’Alliance des Citoyens mécontents (ANO) en République tchèque, Liberté et Solidarité (SaS) en Slovaquie, *Kukiz ’15* en Pologne ou le KPV letton d’Artuss Kaimiņš. Havlík (2019) évoque pour sa part un modèle de populisme « centriste technocratique » spécifié avant tout par l’anti-élitisme, le rejet du pluralisme, la résistance au constitutionnalisme et une affirmation radicale du principe majoritaire articulé à l’expression de la volonté du peuple souverain.

S’il demeure encore pour l’essentiel un phénomène caractéristique de l’Europe orientale, ce modèle de populisme « centriste » est également visible dans le positionnement du Mouvement 5 Etoiles (M5S) en Italie, qui s’est longtemps situé en dehors des référentiels classiques de la gauche et de la droite. Corbetta et al. (2018) distinguent notamment le populisme essentiellement « politique » du M5S d’une forme plus culturelle incarnée typiquement par la Lega de Matteo Salvini. Damiani et Viviani (2019) définissent le mouvement de Beppe Grillo essentiellement comme une forme de populisme « civique » opérant sur les thèmes de démocratie directe et de critique virulente de la démocratie représentative italienne et de ses élites.

1.4. Proximités conceptuelles

L'entrée par le populisme s'avère féconde pour comprendre les mutations partisans contemporaines une fois celui-ci rigoureusement défini et distingué d'autres caractéristiques partisans. D'une part, l'attribut populiste ne doit pas conduire à occulter les autres caractéristiques avec lesquelles ce dernier s'articule, s'agissant notamment du cœur idéologique « épais » qui constitue un élément déterminant de spécification des diverses variantes du phénomène populiste. D'autre part, le populisme comme catégorie analytique n'est pas redondant avec d'autres concepts, en particulier le nationalisme avec lequel il est historiquement associé. De la même manière, le populisme se démarque, théoriquement comme empiriquement, de l'anti-establishment, de l'anti système, ou encore de la posture de challenger. En Europe, le populisme ne se confond pas non plus avec l'euroscpticisme.

1.4.1. Populisme, anti-establishment, partis challengers et partis antisystème

L'identification et la popularisation de la catégorie analytique du populisme permettent d'appréhender la diversité d'un phénomène relativement composite. Pour autant, la recherche contemporaine court aussi le risque d'une inflation du champ par trop large inclusion d'un ensemble de mouvements et acteurs au sein de la catégorie « populisme » et par une utilisation trop extensive du concept au risque de trop l'étirer (van Kessel, 2014 ; Sartori, 1970).

La position anti-establishment fait référence à un discours d'opposition à ceux qui détiennent le pouvoir politique, amalgamant partis au gouvernement et partis d'opposition traditionnels, avec la volonté de leur retirer ce pouvoir. Cette position est portée par des acteurs qui se présentent comme extérieurs à cet ordre politique établi (Abedi, 2013). Le discours populiste repose en partie sur cette logique et c'est ce qui explique la propension à utiliser les termes comme synonymes. Pourtant, le populisme comprend bien des dimensions supplémentaires. D'une part, il n'est pas seulement anti-establishment, mais bien anti-élite, signifiant une remise en cause plus large au-delà des représentants politiques et incluant notamment les élites économiques, médiatiques. D'autre part, le populisme suggère de se défaire de l'élite au profit de la souveraineté populaire. L'anti-establishment, quant à lui, ne propose pas de remplaçant et ne s'inscrit pas systématiquement dans une dynamique d'opposition duale entre deux groupes. Le « peuple » n'est pas le sujet central du discours anti-establishment. Celui-ci peut dès lors s'appliquer à quiconque prétendant ne pas faire partie de la classe politique traditionnelle et qui remet en cause les responsables au pouvoir, tout en aspirant à les remplacer par une autre équipe de gouvernants. Ainsi, les partis anti-establishment peuvent être populistes, mais pas de manière systématique (Casal Bértoa et Rama, 2020). La démagogie quant à elle, est une technique discursive qui vise à flatter son public, en jouant sur ses émotions, et en faisant de fausses promesses. Cette rhétorique est certes utilisée par les populistes, mais elle est loin de leur être réservée.

Un autre type de confusion concerne la place des partis populistes dans le système partisan et la compétition politique. Les formes contemporaines du populisme concernent le plus souvent des partis aux marges idéologiques de l'offre partisane, soit des partis de droite radicale ou de gauche radicale (Rooduijn et Akkerman, 2017), quand bien même tous les partis populistes ne se situent pas nécessairement aux marges du jeu politique lui-même. Pour autant,

dans la littérature il n'est pas rare de voir, en plus, l'assimilation du discours populiste, avec la posture de challenger et d'outsider (Hobolt et Tilley, 2016), ou encore celle d'anti-système (Zulianello, 2020a). Dans l'intérêt de la clarté conceptuelle, il convient pourtant de faire la distinction entre ces catégories d'analyse.

Hobolt et De Vries (2020b) définissent comme « challengers » les partis qui ne possèdent pas d'expérience gouvernementale et qui cherchent à bousculer la domination des partis traditionnels. Les auteures leur attribuent également une dynamique d'entrepreneuriat politique et de rhétorique anti-establishment. Pour autant, si elles notent qu'une partie importante des partis challengers contemporains sont des partis populistes, il n'existe pas d'équivalence mécanique. De même, les partis « outsiders » définis comme ceux qui sont placés en dehors de la sphère potentielle de gouvernement, par auto-exclusion ou à cause d'un « cordon de sécurité » (McDonnell et Newell, 2011), concernent beaucoup de partis populistes mais les deux catégories ne se superposent pas totalement. Zulianello (2020b) montre dans une récente étude comparative que 40% des partis populistes ne peuvent pas être considérés comme des challengers ou des outsiders. En effet, la catégorie populiste repose sur des fondations idéologiques – quoique réduites – là où les catégories de challenger ou d'outsider informent avant tout sur la position du parti dans le jeu politique (De Vries et Hobolt 2020a) et se rapprochent plus de ce fait de la littérature sur la transformation des systèmes partisans et l'avènement de nouveaux partis (Emanuele et Chiaramonte, 2018 ; Hino, 2012 ; Lucardie, 2000). Ainsi, *La République en Marche* en France pendant la campagne présidentielle de 2017 ou *Ciudadanos* en Espagne ne sont pas populistes, mais peuvent être considérés comme des challengers, le premier ayant d'ailleurs réussi à briser la domination des partis de gouvernement de gauche et de droite en France.

En outre, si les partis populistes sont davantage des outsiders et des challengers, certains ont réussi à s'ancrer dans le jeu politique national, en tant que membre très influent de l'opposition (*Rassemblement National* en France), partenaire minoritaire de coalition gouvernementale (*Podemos* en Espagne, la *Lega* en Italie), voire parti à la tête d'une coalition gouvernementale (*Syriza* en Grèce, *Fidesz* en Hongrie, *M5S* en Italie). Certains partis peuvent également être des « insiders » historiquement implantés qui ont adopté un discours populiste pour se démarquer de leurs concurrents (le *Parti du Peuple/Union du Centre* en Suisse, *Forza Italia* en Italie, ou le *Fidesz* en Hongrie) (Wolinetz et Zaslove, 2018).

A ce titre, il convient d'être également prudent avec le label « anti-système ». En effet, celui-ci dépeint une double dimension : la distance idéologique et la remise en cause des règles de fonctionnement des institutions politiques (jusqu'à la remise en cause de la démocratie), d'une part, et la non-intégration au jeu politique, d'autre part, (Capoccia, 2002 ; Sartori, 1976). Ainsi, les partis populistes ne sont pas nécessairement anti-système. D'une part, s'ils peuvent remplir la première condition - quoique le débat ne soit pas tranché sur le caractère antidémocratique du populisme et que la distance idéologique n'est pas due au populisme mais à l'idéologie substantielle - ils sont pour la plupart intégrés au jeu politique au moins dans une forme de parti d'opposition influent. A cet égard, Zulianello a récemment proposé de parler « d'intégration négative » pour spécifier leur positionnement (2020a)

1.4.2. Populisme, nationalisme, euroscepticisme et souverainisme

Le lien du populisme avec le nationalisme est ancien (Hermet, 1997) et si étroit que certains auteurs ont pu suggérer de confondre l'un avec l'autre, faisant du nationalisme un trait quasi-consubstantiel du populisme (Collier et Collier, 1991). Pour De Cleen (2017), « les projets politiques qui articulent nationalisme et populisme s'appuient sur des structures de signification relativement larges et englobantes ; l'articulation du nationalisme et du populisme produit à ses yeux une structure de signification spécifique dans laquelle le signifiant multidimensionnel de « peuple » joue un rôle central ; la structure de signification qui en résulte sera différente en fonction du *type* de nationalisme avec lequel le populisme s'articule » (p.348).

L'imbrication croissante du populisme avec diverses occurrences du nationalisme constitue incontestablement un élément fondamental des dynamiques populistes contemporaines. A droite, l'ethno-nationalisme exclusif et fermé forme traditionnellement, nous allons le voir, un noyau central du populisme des droites radicales européennes (Mudde, 2007). Aux États-Unis, un même alliage de « populisme-nativisme » a pu être évoqué également s'agissant de la première campagne présidentielle de Donald Trump (Rahn, 2019). A gauche de l'échiquier politique, des formations populistes telles que *Podemos* en Espagne, *Syriza* en Grèce ou la *France Insoumise* de Jean-Luc Mélenchon en France se sont appuyées sur l'expérience des révolutions national-populaires latino-américaines pour théoriser la nécessité « d'hégémoniser l'identification nationale », par la formulation d'un « patriotisme progressiste de gauche », anti-impérialiste, fondé sur la justice sociale et l'égalité, opérant un mariage entre la « nation » et le « peuple » (Ruiz Jiménez et al., 2015, Mouffe, 2016). Le discours « national-populaire » fait coïncider le peuple et la patrie en permettant l'articulation de la majorité appauvrie en tant que noyau de la nation et de l'intérêt général.

De Cleen (2017) met en garde contre la confusion des concepts cependant. L'auteur définit le nationalisme comme un discours autour de « la nation » comme communauté limitée et souveraine qui existe à travers le temps et un espace délimité, et qui est construite à travers une opposition *in/out* (membre/non membre). Le populisme, en revanche, est structuré pour De Cleen autour d'un antagonisme vertical *down/up* entre « le peuple » et « l'élite ». Dans leur dialogue sur la question, Bonikowski et al. (2019) rappellent la nécessité d'une distinction conceptuelle entre populisme et nationalisme, quand bien même ces deux formes idéologiques émergent souvent conjointement dans le phénomène populiste contemporain.

Le débat n'est pas totalement clos. S'il reconnaît la nécessité d'une distinction analytique entre les deux concepts, Brubaker (2020) souligne cependant leur interdépendance dans le champ politique contemporain. A ses yeux, le discours populiste constitue un espace bidimensionnel, à savoir à la fois un espace d'inégalité et un espace de différence, imbriquant l'opposition verticale haut/bas et l'opposition horizontale dedans/dehors, de telle manière que les élites économiques, politiques et culturelles sont représentées comme étant à la fois « en dehors » et « en haut ». Pour Brubaker, ce caractère bidimensionnel des appels au « peuple » constitue une caractéristique constitutive du populisme lui-même, une ressource pratique exploitable par ce dernier dans la construction d'identités politiques et de définition des conflits.

De la même manière, dans le contexte européen, la cohabitation fréquente entre éléments relevant du populisme et ceux relevant de l'euroscepticisme appelle également à examiner avec

précautions les frontières de ces deux catégories analytiques qui ne se confondent pas (Rooduijn, 2019, voir aussi Figure 1). L'euroscpticisme renvoie directement à une attitude négative à l'égard de l'intégration européenne (Taggart, 1998), fondée sur l'idée selon laquelle son pays d'appartenance se porterait mieux en dehors de l'Union européenne que comme membre (De Vries, 2018). Comme pour le populisme, il ne s'agit pas d'une idéologie puisque ne proposant pas de vision globale du monde, mais seulement d'une opposition au développement de l'UE. Une telle posture a infusé dans le débat public au fur et à mesure que le « consensus permissif » s'est dilué (Hooghe et Marks, 2009) au point de devenir très répandue (Conti, 2018 ; Leconte, 2015). De même, comme pour le populisme, un travail de stabilisation conceptuelle, en partie par les mêmes auteurs, a permis de distinguer des gradations, entre un euroscpticisme « doux » (*soft*) qui porte une critique des orientations politiques de l'UE sans remettre en cause son existence, et un euroscpticisme « fort » (*hard*) qui constitue un rejet complet (Szczerbiak et Taggart, 2003) ; ou encore un euroscpticisme qui ne dit pas son nom, derrière un soutien à l'UE purement instrumental (Kopecký et Mudde, 2002).

De nombreux partis considérés comme populistes, de droite ou de gauche, peuvent être qualifiés d'euroscptiques (De Vries et Edwards, 2009 ; Dechezelles et Neumayer, 2010 ; Pirro et Taggart, 2018), sur la base de l'amalgame discursif entre les élites nationales et européennes auquel ces partis procèdent, et parce que ces derniers se nourrissent du déficit de légitimité démocratique des institutions européennes (Mair, 2009 ; de Wilde et Trenz, 2012). On peut mentionner à droite le *Parti Finlandais*, le *Parti du Peuple danois*, le *Rassemblement national* en France, le *FPÖ* en Autriche ou encore l'*AfD* allemande. Les partis de droite radicale et populiste d'Europe occidentale entretiennent tous en réalité un rapport négatif à l'intégration. Compte tenu de leur volonté de défendre leur identité et souveraineté nationales (Vasilopoulou, 2011 ; FitzGibbon et al., 2017), il existe assez peu de variations hormis le degré d'opposition et les inflexions de ces partis à l'égard de l'Europe restent très souvent d'ordre stratégique.

A gauche, le paysage est plus fragmenté (Charalambous, 2011 ; Keith, 2018). De nombreux partis de la gauche radicale sont héritiers de l'internationalisme communiste et de l'eurocommunisme et ne sont pas préposés à la défense de la souveraineté nationale. Quand euroscpticisme il y a, il est nourri par une opposition aux orientations économiques libérales du projet européen, qui peut osciller vers la défense de la souveraineté nationale quand il paraît impossible de réorienter le projet européen. On peut ainsi citer les positions médianes, variables et parfois ambivalentes de la *France insoumise*, du *Parti Socialiste* néerlandais ou de *Die Linke* en Allemagne. La gauche radicale non populiste quant à elle apparaît moins souvent ouvertement euroscptique.

Derrière la relation fréquente entre populisme et euroscpticisme, c'est la question de la souveraineté qui semble agir comme un relais. Comme exposé précédemment, dans le jeu politique national, les discours populistes encensent le peuple et sa souveraineté dans les prises de décisions politiques. Cet aspect renvoie à l'articulation entre populisme et État-nation. Les mouvements populistes construisent généralement un antagonisme entre souveraineté nationale-populaire, d'une part, et élites supranationales, d'autre part. Le souverainisme est également intimement lié au nationalisme et au principe fondamental d'une congruence entre l'État et la nation (Chryssogelos, 2020). Il se distingue surtout par l'emphase mise sur le rôle de l'État, le rétablissement de son autorité et la nécessité de « reprendre le contrôle » au nom d'une

communauté « redéfinie » au travers d'une « respatialisation » du pouvoir (Kallis, 2018, p. 286-7).

Dans le cadre d'un pays inséré dans une logique d'intégration de son économie (voire de sa gouvernance au sein de l'UE) et ouvert aux flux de populations, la responsabilité démocratique la souveraineté populaire ne peut s'accomplir si la souveraineté nationale est elle-même diminuée (Kallis, 2018 ; Papadopoulos, 2013). Notons que la dynamique peut aussi être inversée, : si un parti porte traditionnellement un discours national-souverainiste, le recours au populisme et à la revendication de souveraineté du peuple peut l'aider à imposer ses idées. C'est ainsi que certains auteurs défendent l'idée d'équivalents de droite et de gauche au nationalisme (Chazel et Dain, 2021 ; Halikiopoulou et al, 2012) et au souverainisme (Basile et Mazzoleni, 2020), qui entretiendraient de fortes interactions avec le populisme, l'un dans une version ethnique, et l'autre dans une version civique. Dans une récente analyse comparative des discours de *Podemos*, *UKIP*, *Rassemblement National* et *Mouvement 5 étoiles*, Borriello et Brack (2019) montrent que dans le cadre de l'Union Européenne, plusieurs types de références au souverainisme sont portés par les partis populistes selon qu'ils sont de gauche ou droite et en fonction des modes d'articulation de leurs revendications avec l'immigration ou avec l'économie. *Podemos* illustre un cas de défense de la souveraineté populaire uniquement, quand le *Rassemblement National* et le *M5S* tendent à confondre souverainetés populaire et nationale, quand bien même ce dernier a évolué plus récemment sur les questions de souveraineté et atténué sa critique de l'Union européenne. De même, pour *Podemos* qui incarne le populisme de gauche, la souveraineté réclamée peut intervenir à l'intérieur des institutions européennes si le Parlement Européen voyait ses pouvoirs accrus, quand le souverainisme du *UKIP* réclame un retour exclusif au parlement national.

2. MESURER LE POPULISME

Conjointement aux efforts de définition, une importante littérature a été récemment consacrée à la mesure empirique du populisme. Cette question n'est pas récente (voir à cet égard Grunberg, 1998) mais elle se pose aujourd'hui dans de nouveaux termes, à la fois s'agissant de l'offre des partis et de l'existence d'attitudes populistes chez les citoyens (Akkerman et al., 2014 ; van Hauwaert et van Kessel, 2018 ; Ivaldi, 2018 ; Kaltwasser et van Hauwaert, 2020 ; Marcos-Marne et al., 2020).

2.1. Diversité des outils de mesure

L'offre populiste est au cœur de nombreux travaux qui abordent la question du repérage des traits et idées caractéristiques du populisme dans les discours et les programmes des partis (Pauwels, 2017 ; Hawkins et al., 2018). Ces travaux empiriques font appel à une diversité de méthodologies qualitatives et quantitatives, tel le codage holistique (*holistic grading*) (Hawkins, 2009 ; Lisi et al., 2019), l'analyse de contenu (Rooduijn et Pauwels, 2011 ; Rooduijn et al., 2014 ; Bernhard et Kriesi, 2019) ou l'analyse lexicologique à partir de dictionnaires spécifiques du populisme, construits autour de termes clés (Pauwels 2011, 2014). Les tenants de l'*Essex School*, quant à eux, proposent une approche plus interprétative centrée sur le discours latent, pour mettre en évidence la présence de l'opposition peuple-élite dans la rhétorique des acteurs populistes, et recenser la variété des signifiants mobilisés à cette fin (voir Pobleto, 2015 pour une comparaison des approches).

Plus récemment, l'appréhension du populisme chez les acteurs politiques a donné lieu à une multiplication d'enquêtes d'« experts » (*expert surveys*) proposant un ensemble d'échelles d'évaluation des dimensions constitutives du populisme, autour des notions d'anti-élitisme, de souveraineté populaire ou de peuple. Plusieurs initiatives attestent de cette diffusion du « populisme » comme objet d'investigation dans les enquêtes « experts ».

Référence dans le domaine, la *Chapel Hill Expert Survey* (CHES) intègre depuis 2014, aux côtés des échelles classiques de positions et de saillance économiques et culturelles, une mesure d'importance de la rhétorique anti-establishment et anti-élites pour les partis concernés. L'enquête « flash » conduite en 2017 a ajouté une mesure de saillance des questions relatives à l'exercice de la démocratie représentative et à l'opposition du peuple et des élites dans les positions des partis –*people versus elite*–, conçue comme variable *proxy* du populisme chez les acteurs partisans (Polk et al., 2017).

Dans le prolongement des travaux de la CHES, la *Global Party Survey* 2019 dirigée par Pippa Norris de l'Université de Harvard propose une estimation des positions idéologiques et des discours pour 1043 partis dans 163 pays. L'enquête incorpore une double évaluation de la position et de la saillance des thèmes clés et de la rhétorique populistes pour chaque parti, autour notamment de l'idée de primauté de l'expression directe de la volonté populaire sur les institutions politiques représentatives établies. A cela s'ajoutent plusieurs échelles de mesure des sentiments anti-élites, en particulier la perception de la corruption (Norris, 2020).

Autre initiative notable, la *Popu-List* initiée par l'*Amsterdam Institute for Social Science Research*, l'*Amsterdam Centre for European Studies*, *The Guardian* et le groupe de recherche de l'ECPR sur *Extremism and Democracy* propose une recension et classification des partis populistes, de droite radicale, de gauche radicale et des mouvements eurosceptiques depuis le début des années 1990 sur la base de jugements « experts » (Rooduijn et al., 2019). Le codage parallèle de ces différentes caractéristiques permet d'évaluer la fréquence de l'intersection entre celles-ci parmi les partis politiques nationaux en Europe. Comme l'illustre la figure 1, la combinaison la plus fréquente est celle de partis de droite radicale qui sont à la fois populistes et eurosceptiques (la liste nominative des 54 partis concernés est disponible sur le site du projet), quand il y a trois fois moins de partis populistes eurosceptiques de gauche radicale.

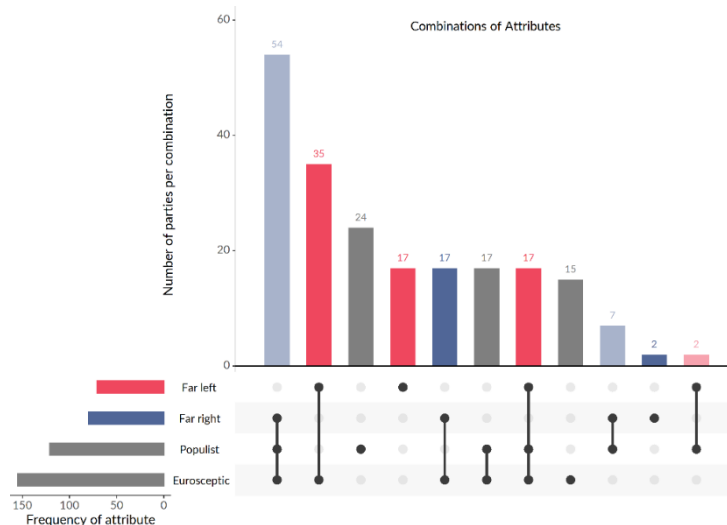


Figure 1. Fréquence de l'intersection entre radicalité de gauche et de droite, populisme et euroscepticisme selon les experts de la *Popu-list* (Rooduijn et al., 2020).

Lecture : chaque possibilité d'interaction entre les trois attributs est décrite dans la partie basse du graphique, les points noirs reliés représentant la présence de l'attribut. Le graphique en bâtons dans la partie haute représente la fréquence en chiffres absolus (échelle en ordonnée).

L'enquête « experts » conduite par Meijers et Zaslove (2021), intitulée *Populism and Political Parties (POPPA) Expert Survey 2018* et réalisée dans 28 pays européens s'attache pour sa part à une mesure plus précise des différentes dimensions constitutives du populisme, à savoir la vision manichéenne de l'espace politique –la lutte du bien contre le mal–, la définition d'un peuple unique et indivisible, l'expression de la volonté générale, l'importance conférée au « peuple » (*people-centrism*) et l'anti-élitisme. Par ailleurs, l'enquête POPPA propose une mesure globale de populisme des partis à partir d'un score factoriel de régression calculé sur la base des principales dimensions évoquées ci-dessus.

2.2. Enjeux conceptuels et méthodologiques

S'ils divergent dans leurs approches, de nombreux travaux ont en commun de se référer à la définition du populisme telle que proposée par l'école idéationnelle, là où les approches discursives travaillent plus généralement de manière qualitative. Dans les deux cas, la plupart de ces travaux introduisent l'idée fondamentale de « degré », ou de « gradient », dans la présence et la qualification du populisme partisan (van Kessel, 2014), en rupture avec les efforts antérieurs de catégorisation « binaire » opposant les acteurs « populistes » aux autres au sein des systèmes politiques - modèle qui domine encore par ailleurs les classifications établies dans le cadre d'efforts comparatifs tels que la *Popu-List*.

Cette notion de « degré » est importante. Elle ouvre en particulier à un ensemble d'analyses des variations du populisme en termes géographiques (Lisi et al., 2019) - par exemple la comparaison entre Europe et Amérique Latine - , idéologiques - populisme de gauche ou de droite notamment - en association avec d'autres corpus d'idées plus substantiels sur le plan économique ou culturel, ainsi qu'au sein d'un même système de partis. Par ailleurs, des travaux tels que ceux de Hawkins et Castanho Silva (2016) permettent d'établir une variation de degré de populisme selon les différents canaux de communication des acteurs politiques : en particulier, les auteurs montrent que le populisme est statistiquement plus marqué dans les discours que dans les documents programmatiques, attestant pour partie de la dimension « performative » du populisme telle qu'évoquée, notamment, par Weyland (2017).

Un second enjeu touche à l'asymétrie qui existe aujourd'hui dans l'approche des populismes « pluriels ». En termes simplement de volume de littérature, les recherches sur la droite radicale populiste dominent très largement aujourd'hui le champ et les études sur la gauche populiste ou les partis centristes anti-establishment en Europe orientale demeurent encore très marginales. De la même façon, aux États-Unis, l'examen de la nature et des stratégies de mobilisation du populisme de Donald Trump a très largement préempté un domaine d'étude pourtant historiquement plus riche, pouvant englober une palette plus vaste de manifestations du populisme, y compris à gauche du spectre politique.

Ce déséquilibre tient pour partie à la réalité de l'implantation des droites radicales populistes, de leur longévité politique et de leur institutionnalisation au sein d'un grand nombre

de démocraties occidentales, en particulier en Europe de l'Ouest depuis le milieu des années 1980. La présence des forces populistes à gauche ou au centre de l'échiquier politique apparaît à cet égard comme un phénomène à la fois plus jeune et beaucoup moins présent en Europe. Si besoin était, les élections européennes de 2019 ont témoigné du rapport de forces très favorable aux droites radicales dans un très grand nombre d'États membres de l'UE.

Un tel déséquilibre prend également racine dans la nature même du populisme tel qu'il se manifeste sur l'ensemble du spectre partisan. Le populisme est sans doute plus immédiatement perceptible dans sa variante de droite radicale et forme un élément idéologique consubstantiel du nativisme et de l'autoritarisme qui typifient par ailleurs ce type d'acteurs (Mudde 2007). En regard, le populisme tel qu'il s'exprime à gauche peut apparaître plus variable et sujet à un ensemble de modulations stratégiques. L'appropriation par des partis tels que *Podemos* ou *La France Insoumise* de discours populistes demeure plus fortement indexée aux opportunités stratégiques offertes par les contextes socio-politiques au sein desquels ces mouvements opèrent (Castaño 2018).

Enfin, l'asymétrie relative des « familles » populistes peut être rapportée à la variabilité observable sur les dimensions constitutives du populisme comme idéologie « fine », s'agissant en particulier de la construction symbolique du peuple des populistes. Les constructions discursives et l'emphase placée par les acteurs populistes sur la notion de « peuple » sont indéniablement plus visibles à droite, où elles viennent s'articuler avec la nation et sont construites à partir de signifiants ethnoculturels dominants. Ces mêmes signifiants apparaissent souvent plus difficiles à appréhender à gauche du spectre politique – où les références au « peuple » peuvent prendre des formes plus diverses et renvoient surtout à des coalitions plus hétérogènes de groupes et intérêts sociaux –, et plus encore dans les multiples manifestations « centristes » du populisme. Engler et al. (2019) illustrent à ce titre la présence variable des principaux attributs définitionnels du populisme – peuple, élite, expression de la volonté populaire – dans l'idéologie de ces partis, soulignant la difficulté d'assimiler l'ensemble des acteurs politiques dans cette classe au phénomène populiste.

Pour autant, l'asymétrie constatée dans le champ des études sur le populisme en Europe doit être remise en perspective à une échelle plus globale. Une méta-analyse récente sur les articles mobilisant le concept de populisme parus depuis le début des années 2000 montre que si les cas européens et les travaux sur la droite populiste sont numériquement majoritaires, le champ est coupé en deux, selon des divisions géographiques, méthodologiques ou relatives à l'idéologie hôte. Ces travaux, s'ils se recoupent, reflètent la constitution historique et parallèle de l'approche idéationnelle et de l'approche discursive dans des contextes et selon des trajectoires différentes (Hunger et Paxton, 2021). Un troisième enjeu tiendrait alors en la construction de ponts plus fréquents entre ces deux sous-ensembles de littérature qui échangent peu et restent relativement critiques l'un de l'autre sur la base de controverses normatives (Kim, 2021).

3. RESSORTS ET USAGES POLÉMIQUES

Le populisme est « dans l'ère du temps » (Mudde, 2004), il est « sexy » (Rooduijn, 2019). Déclaré « mot de l'année » en 2017 par le *Cambridge Dictionary*, le qualificatif de populiste est mobilisé de plus en plus fréquemment dans la littérature scientifique. Verbeek et Zaslove (2019) décrivent ainsi une progression exponentielle des publications contenant le mot « populisme/populiste » dans leur titre après 2008. Par ailleurs, les usages quotidiens politiques

et médiatiques sont eux aussi de plus en plus nombreux, avec plus ou moins de précautions et de rigueur. S'il est autant cité, c'est parce que le populisme se mêle à plusieurs enjeux qui traversent les démocraties modernes.

3.1. Populisme, crise, émotions et post-vérité

D'abord, le populisme s'est particulièrement développé dans le sillage de la crise économique et financière de 2008 et de ses conséquences sociales (Kriesi et Pappas, 2015). Pour Stavrakakis (2018). Dans une perspective gramscienne, la crise est une période propice à l'avènement des populistes car les défaillances du système sont synonymes de dislocation du discours hégémonique et d'ouverture pour des contre-discours. Néanmoins, plusieurs auteurs soulignent qu'il n'est pas nécessaire qu'une véritable crise survienne et que celle-ci peut simplement être une représentation. Ainsi, Rooduijn (2014) à l'aide d'une étude comparative sur six cas de partis populistes répartis sur trois continents et plusieurs époques, relève qu'en dehors de la récurrence systématique du triptyque « peuple-élite-souveraineté populaire » déjà exposé, une quatrième caractéristique est aussi décelable dans chacun des cas : l'exploitation discursive du thème de la crise. L'auteur note que les populistes ont besoin de pouvoir démontrer que la situation du peuple est précaire et menacée et doit être protégée, quitte à invoquer un contexte de crise infondé. Dans la même ligne, Moffitt (2015) ajoute que le discours de crise est avant tout une performance, une « spectacularisation de l'échec », car les populistes doivent pouvoir se présenter comme ceux qui répondent à l'appel du peuple et peuvent résoudre ses problèmes.

A ce titre, l'épidémie de coronavirus et la crise sanitaire peuvent être pensées comme un moment critique de l'histoire récente, dans ses dimensions sanitaires, financières, économiques et politiques, naturellement, mais au-delà dans les changements socio-culturels qu'elle pourrait induire de manière durable (Fetzer et al., 2020), en résonance avec ce que l'on sait de la capacité des acteurs populistes de politiser, instrumentaliser et « performer » les crises (Katsambekis et Stavrakakis, 2020 ; Bobba et Hubé, 2021).

Ensuite, bien que le recours à l'émotion et aux campagnes négatives plutôt qu'à l'argumentation raisonnée et idéologique dans le jeu politique ne soit pas propre au populisme (Gerstl et Nai, 2019), ces acteurs y recourent néanmoins très souvent (Cossarini et Vallespín, 2019). Les populistes invoqueraient notamment plus les sentiments d'injustice et les émotions négatives dans leur communication (Demertzis, 2006 ; Nai, 2018). En tant qu'opposants aux élites au pouvoir et au système politique, et de sorte à maximiser le discours de crise, il serait nécessaire pour les partis populistes de proposer une interprétation du monde négative et basée sur l'agglomération des ressentiments, autour de la colère et du dégoût (Widmann, 2021). Ces messages sont d'ailleurs bien reçus par les citoyens qui les soutiennent. Plusieurs études récentes ont montré que les électeurs populistes étaient effectivement fortement mobilisés par la colère (Hameleers et al., 2017 ; Rico et al., 2017). La mécanique du ressentiment semble néanmoins diverger en fonction des corpus idéologiques qui accompagnent le populisme. Ainsi, Samela et von Scheve (2018) ont récemment argumenté que la droite populiste profiterait davantage d'un sentiment individuel d'insécurité et de honte refoulée qui se transforme en colère. Pour la gauche populiste, en revanche, le sentiment d'injustice en particulier exercerait son effet de manière plus collective, lorsque reconnu socialement. Il ne s'agirait plus alors d'une colère individuelle mais d'une colère sociale porteuse d'identité et d'espoir, et incarnée par les acteurs populistes. Cette différence fait écho aux théoriciens qui, dans le sillage de Laclau,

préconisent le populisme comme stratégie politique de renouvellement de la gauche (Mouffe et Errejón, 2017). Pour eux, l'appel aux passions et aux émotions est précisément l'outil qui permet de faire prendre corps à la chaîne d'équivalences et de construire une identité collective.

Enfin, une autre facette est récemment devenue l'objet d'intérêt, celle de la nature du lien entre le populisme et le discours de « post-vérité ». S'il n'est pas par essence post-factuel, le populisme entretient indéniablement une « affinité élective » avec la post-vérité dans les pratiques politiques contemporaines. Le lien s'établit principalement au travers de la vision binaire, conflictuelle et manichéenne que le populisme entretient avec la politique, l'antagonisme fondamental qu'il postule entre le « peuple » et les « élites ». Les entrepreneurs populistes dénoncent les mensonges des élites – propagés par les institutions, les politiciens, les experts ou les médias – et affirment à l'inverse l'existence de vérités populaires intangibles, qui seraient ignorées ou, pire, déformées par les élites au pouvoir (Waisbord, 2018).

Il est notable que les populistes et leurs soutiens ont tendance à se méfier des grands médias établis (Fawzi, 2019 ; Mazzoleni, 2008 ; Schulz Wirth et Müller, 2020), que ce soit parce que ces derniers sont par nature inclus dans la vision manichéenne des élites et représentent à ce titre des obstacles entre les partis populistes et leurs supporters selon l'approche idéationnelle, ou parce que la plupart des médias sont assimilés à la défense du néolibéralisme et de l'ordre établi et donc adversaires des intérêts du peuple selon *l'Essex School*. La présidence de Donald Trump aux États-Unis a illustré cependant une forme de critique plus radicale des médias, dénoncés comme « ennemis du peuple », associée à la construction par l'ancien magnat de réalités parallèles à l'aide de fausses informations (*fake news*) (Corbu et Negrea-Busuioc, 2020).

3.2. *Le populisme, menace ou correctif pour la démocratie ?*

Le populisme est aussi cœur des débats sur l'état de la « crise de la démocratie », alternativement considéré comme cause, remède ou simple symptôme de la défiance croissante envers les institutions. En effet, la démocratie moderne repose sur deux grands principes, la souveraineté populaire (médiatisée par le système représentatif) et l'État de droit qui garantit les libertés individuelles (Mény et Surel, 2000). Les chercheurs prêtent au populisme des interactions avec l'une ou l'autre de ces dimensions, voire les deux.

On trouve dans la littérature trois grandes lignes d'arguments (Moffitt, 2016). D'un côté, certains chercheurs insistent sur la relation négative entre populisme et démocratie en se concentrant sur le danger que le populisme représente pour le pilier constitutionnel et libéral. Pour ces auteurs, le populisme implique que la volonté du peuple soit une priorité au-dessus de toute autre considération. Certes au-dessus des représentants politiques qu'ils veulent contourner par le biais de la démocratie directe, mais aussi des corps intermédiaires comme les médias ou les institutions non élues comme la Justice. Dans cette perspective, poussé par le moralisme et le manichéisme, le populisme impliquerait que le peuple agisse comme une seule entité, bafouant le pluralisme dans la société. En cela, le populisme serait nécessairement antidémocratique, mettant en péril les garanties libérales et constitutionnelles des régimes démocratiques modernes (Abts et Rummens, 2007 ; McKibben, 2020 ; Mounk, 2019 ; Müller, 2016 ; Pappas, 2019 ; Rummens, 2017 ; Urbinati, 2017). Ces critiques portées au populisme s'appliquent d'autant plus fortement à la droite radicale populiste, qui a aussi pour

caractéristiques constitutives d'être autoritaire et nativiste, ce qui nourrit en parallèle aussi le risque pour les libertés publiques et individuelles.

D'autres chercheurs mettent à l'inverse l'accent sur les apports potentiellement plus positifs du populisme aux régimes démocratiques contemporains, se concentrant sur l'autre pilier, la souveraineté populaire inhérente à la démocratie et telle que médiatisée par le système représentatif dans sa forme moderne. Selon eux, le populisme permet de mettre au cœur de l'attention les défaillances de la représentation et la distance croissante avec l'idéal de souveraineté populaire. Notamment, le populisme aiderait à dénoncer le développement d'institutions non élues, les problèmes de représentativité de certains modes de scrutin, ou encore le manque de transparence, de réactivité ou de responsabilité des représentants, une approche que Margaret Canovan (1999) qualifie de « rédemptrice ». Yves Mény et Yves Surel (2000) voient dans le populisme une force potentiellement ré-équilibrante de la démocratie moderne au profit de son « élément populaire ». Plus encore, le populisme politiserait la question de l'implication accrue des citoyens dans la prise de décision publique, à travers des mécanismes directs ou participatifs, un enjeu encore relativement délaissé par les partis traditionnels qui se sont construits sur le système électoral et représentatif (Canovan, 2002 ; Mair, 2013 ; Papadopoulos, 2002). Certains populistes, notamment de gauche, appellent ainsi ouvertement à « radicaliser la démocratie » (Laclau et Mouffe, 2001). De plus, la plupart des chercheurs qui défendent cette position ne considèrent pas que le populisme soit nécessairement moral et manichéen, rejetant alors l'idée qu'il représenterait une menace pour les libertés publiques et individuelles.

Enfin, une troisième catégorie se situe à l'intersection, affirmant que le populisme est essentiellement ambivalent vis-à-vis de la démocratie et qu'il constitue une menace pour certains aspects mais représente une opportunité de correction pour d'autres, si l'alerte est prise au sérieux. En somme, le populisme serait une réponse démocratique illibérale à des tendances libérales non démocratiques préoccupantes (Kaltwasser, 2012, 2014). Cas Mudde (2019) suggère ainsi qu'il est contre-productif de répondre au populisme par l'anti-populisme, un discours tout aussi moralisateur qui peut nourrir le populisme en retour, et qui empêche de considérer des réformes démocratiques utiles.

Outre le rapport à la démocratie, c'est aussi le rapport à la politique du populisme qui peut être questionné, avec à nouveau des approches théoriques qui semblent s'opposer. Comme le rappelle Taggart (2002, 2019), si les populistes s'opposent aux représentants politiques, ça n'est pas seulement parce que ces derniers trahissent la volonté populaire dans un lieu et une période donnée mais plus fondamentalement parce que les populistes considéreraient que l'activité politique est par nature corruptrice, contaminant tous ceux qui la pratiquent. Taggart qualifie cette position d'antipolitique. Une telle analyse renvoie à deux autres caractéristiques souvent observées chez les populistes, d'une part l'utilisation de discours simplistes et de « bon sens » qui s'extraient des conflits idéologiques ; et d'autre part le désintérêt pour le jeu institutionnel des contre-pouvoirs et du compromis pour lui préférer une forme de relation verticale et directe avec le peuple, de type plébiscitaire (Barr, 2009). Notons une nouvelle fois que d'autres auteurs proposent une interprétation opposée. Chantal Mouffe, notamment, fait du conflit la pierre angulaire du populisme. Pour elle, par nature le populisme incarne la politique puisqu'il s'agit de désigner des groupes adversaires pour sortir de l'illusion du consensus et assumer de réintroduire du conflit dans un cadre démocratique (Mouffe, 2016, 2018). A cet égard, il n'y a pas à ses yeux d'opposition morale, il ne s'agit pas d'ennemis manichéens, mais bien d'une construction discursive qui met en scène une situation agonistique dans une démarche de politisation.

Si les expériences de populistes au pouvoir demeurent encore assez peu nombreuses pour examiner de manière extensive les relations entre populisme et démocratie sur le plan empirique, on discerne cependant une tendance au glissement illibéral, en particulier dans les variantes de droite radicale du populisme. Dans leur étude statistique récente de 30 pays européens depuis les années 1990, Huber et Schimpf (2017) observent une tendance générale à l'affaiblissement des contre-pouvoirs dans les gouvernements auxquels participent des formations populistes. Kaufman et Haggard (2019) mettent aussi en évidence des parallèles entre la politique autoritaire du trumpisme et les régimes autocratiques de Viktor Orbán en Hongrie, d'Hugo Chavez au Venezuela et de Recep Tyyip Erdoğan en Turquie.

3.3. Le populisme entre mésusages et instrument de stigmatisation

Plus que d'autres concepts en sciences sociales, le populisme est particulièrement sujet aux usages polémiques et connotés. La définition minimale conceptuelle ayant encore des difficultés à dépasser les frontières du champ des spécialistes, et les implications pour la démocratie demeurant emprunts d'appréhensions normatives, le populisme est une notion particulièrement instrumentalisée. Elle donne lieu à des luttes symboliques fortes autour de la connotation du mot et de la labellisation de partis comme « populistes » dans les usages profanes. Ainsi, pour Glynos et Mondon (2016), il existe aujourd'hui une « mode populiste ». Le qualificatif est sur-utilisé autant par les médias et les commentateurs politiques que par les acteurs politiques eux-mêmes, pour qualifier tous types de situations et de personnalités, quitte à tordre le sens initial. Des études récentes sur le discours de presse britannique ont par exemple montré que l'utilisation du label populiste s'écarte fortement de la définition académique proposée par les spécialistes, et est très souvent chargée de sens négatif. Le terme « populiste » est plutôt utilisé pour désigner un ennemi et décrédibiliser son programme (Bale et al., 2011 ; Brown et Mondon, 2020).

Cette instrumentalisation n'est pas sans conséquence sur les représentations politiques qui circulent ensuite dans l'espace public. Ainsi, les spécialistes s'accordent en identifiant au moins trois problématiques. D'une part, la surabondance du qualificatif populiste donne l'impression d'un phénomène massif et homogène et elle alimente un climat politique apocalyptique, si on considère que le populisme est principalement négatif. Citons à cet égard la stratégie de communication des proches d'Emmanuel Macron en France, qui tente d'imposer une opposition binaire entre « progressisme » et « populisme » (Emelien et Amiel, 2019). Se développe alors un discours de lutte anti-populiste chez les partis traditionnels, qui s'en servent comme argument de campagne et quittent à leur tour le terrain programmatique pour un positionnement moral et émotionnel (Moffitt, 2018). D'autre part, quand le populisme est sur-utilisé par les analystes politiques et les acteurs politiques eux-mêmes, cela a pour effet direct de faire passer au second plan d'autres éléments importants. Notamment, la tendance à substituer « populisme » à « droite radicale » tend à la dédramatiser en partie, en invisibilisant la dynamique du nativisme et de l'autoritarisme dans les démocraties occidentales (Brown et Mondon, 2020; Moffitt, 2018; Mudde, 2017).

Dans le même mouvement, si le label populiste est utilisé génériquement, il permet aussi de décrédibiliser la gauche radicale aux accents populistes, en l'amalgamant aux traits du populisme de droite qui reste le phénomène majoritaire. Enfin, la connotation négative du populisme va jusqu'à affecter la connotation du « populaire » (Collovald, 2005). En effet, les

classes populaires constituent une partie importante de la base sociale de ces partis et un cœur de cible électoral (Alexandre et al., 2019; Mayer, 2013). Stavrakakis (2014) parle de « mythologie du populisme » pour décrire une chaîne discursive qui finit par créer des équivalences entre les attentes populaires, d'une part, et le danger pour la démocratie, d'autre part. Un enchaînement qui tend ensuite à alimenter l'opposition « populiste-antipopuliste », puisque dans une logique de retournement du stigmaté, les partis qualifiés de populistes finissent par le revendiquer au nom de leur intérêt pour le populaire contrairement aux partis traditionnels.

En somme, comme l'écrivent De Cleen, Glynos et Mondon (2018), il apparaît aujourd'hui aussi important d'étudier le phénomène du populisme que d'étudier les acteurs qui s'emparent de ce vocable dans le langage courant, avec quelles connotations et dans quel but. Certains ajoutent qu'il conviendrait d'étudier également la circulation des usages du label populiste entre le champ académique et le reste de la société. Le débat académique n'étant pas exempt de normativité sur cet objet, et les mésusages y restant courants, les représentations dans l'espace public en sont, elles aussi, affectées (Bale et al., 2011 ; Stavrakakis, 2014).

4. FORMES PARTISANES OU NON PARTISANES

Reste pour terminer la question des différentes formes au travers desquelles le populisme peut se manifester, de l'existence ou non d'un modèle organisationnel qui serait propre aux partis populistes, des stratégies d'appropriation du populisme par des entrepreneurs politiques et de l'existence de formes non-partisanes du phénomène.

4.1. Existe-t-il un modèle organisationnel des partis populistes ?

La vision du monde populiste a-t-elle des implications pour la structure organisationnelle des partis politiques qui la mobilisent ? Peut-on parler d'un « type de parti » spécifique ? (Zaslove, 2008) La question de l'organisation des partis politiques n'est pas au cœur de la définition minimale du populisme ; pourtant d'un point de vue empirique, certains s'interrogent sur le rôle du leader charismatique qui apparaît dans une majorité de cas partisans, à défaut de tous. Celui-ci peut être défini comme un leadership personnel et personnifié perçu comme légitime et qui porte en lui une volonté de transformer l'ordre établi grâce à la confiance qu'il inspire à ses partisans (Albertazzi et McDonnell, 2008 ; Pappas, 2008). Que ce soit en Europe, aux États-Unis ou en Amérique Latine, de nombreuses personnalités illustrent l'importance du leader dans le populisme. On peut citer notamment Donald Trump ou Bernie Sanders, Hugo Chavez ou Juan Perón, Bepe Grillo, Pablo Iglesias ou encore Jean-Marie Le Pen et Matteo Salvini. Deux enjeux analytiques peuvent être abordés : la nature du lien entre populisme et leadership, et les implications pour la structure organisationnelle de ces partis.

La présence d'un leader charismatique apparaît centrale pour les auteurs qui définissent le populisme comme stratégie politique. Le leader préexiste même à la stratégie populiste, puisque c'est lui qui décide de la mettre en œuvre pour sa propre promotion (Betz et Immerfall, 1998 ; Taggart, 2000 ; Weyland, 2001). Dans cette perspective, le populisme ne sert pas à renforcer le pouvoir du peuple, mais consiste simplement à l'invoquer pour renforcer celui du leader. De même, les chercheurs qui ont une approche discursive, dans la suite de Laclau (2005), reconnaissent la nécessaire présence d'un leader, qui par son discours crée les chaînes

d'équivalence et donne corps au « peuple ». Cependant, dans cette deuxième perspective, le rôle du leader n'est pas nécessairement un choix personnel, mais peut être le résultat d'une attente populaire en termes d'incarnation et de communication de messages. Dans le cadre de l'approche idéationnelle, enfin, Mudde (2004) suggère que la présence d'un leader charismatique pour porter un message populiste est un attribut *facilitateur*, mais pas incontournable, comme l'illustrent des exemples de manifestations populistes sans leader.

Les études empiriques sont illustratives de la variété des cas, y compris au sein d'une même famille idéologique. Par exemple, les partis de droite radicale populiste européens qui ont été étudiés depuis plus longtemps présentent ainsi plusieurs tendances (Wolinetz et Zaslove, 2018). Certains sont en effet très personnifiés, et leur audience dépend fortement du leader qui a créé le mouvement, comme les Le Pen avec le *Rassemblement National* en France ou Geert Wilders pour le *Parti de la Liberté* (PVV) aux Pays Bas. D'autres avaient une existence avant l'arrivée du leader, comme la *Lega* italienne ou le *Parti de la Liberté* (FPÖ) autrichien, quand d'autres encore ont perduré dans la vie politique sans leur leader originel comme le *Vlaams Blok* en Belgique ou le M5S italien (Heinisch et Mazzoleni, 2016).

Au-delà du statut du leader charismatique, c'est aussi la question de la structure organisationnelle des partis populistes qui est posée dans la littérature. Il s'agit de savoir si l'existence d'un leader, plus ou moins affirmé, a des implications pour le degré de centralisation face aux instances locales et face aux élus du parti, et le degré de factionalisation. En effet, si le leader, qu'il soit historique ou non, est l'acteur central de la démarche populiste, on devrait observer des partis dont l'organisation interne est peu institutionnalisée, puisque le leader compte moins dessus que sur son lien direct, personnel et plébiscitaire avec ses partisans (Albertazzi et McDonnell, 2008 ; Barr, 2009). Également, si comités locaux, nationaux ou d'élus existent, ils devraient être subordonnés au leader. Ces caractéristiques semblent se retrouver dans la plupart des partis de droite radicale populiste (Johansson, 2014).

Dans une perspective de populisme *bottom-up*, Vittori (2020) suggère en parallèle que les élus du parti, et les responsables locaux et nationaux devraient avoir moins de pouvoir, au profit de la démocratie directe interne pour que les militants participent à la prise de décision. Une étude récente sur les cas de *Podemos* et du M5S semble confirmer que ces derniers ont cette volonté de mettre en valeur la souveraineté de leurs militants, en lien avec leur interprétation du populisme ou comme héritage des mouvements sociaux qui les ont portés. Pour ce faire, ces partis recourent notamment aux nouvelles technologies pour consulter directement à la base, de manière au final peu démocratique car ce lien direct s'établit généralement à sens unique, du sommet vers la base, les militants ne pouvant véritablement contribuer aux débats d'idées mais seulement donner leur verdict sur un texte ou une stratégie prédéfinie. De plus, la faible institutionnalisation induit une absence de contre-pouvoirs en interne à travers différents niveaux de hiérarchies et de responsabilités, et donc des marges de manœuvre très importantes pour les leaders (Gerbaudo, 2019).

L'étude de la structure organisationnelle des partis populistes est un aspect encore sous-développé dans la littérature, qui empêche de pouvoir tirer des conclusions génériques sur la forme partisane du populisme. En effet, peu d'études existent, et quand elles sont menées, les prismes appliqués au populisme de gauche et de droite divergent. La question du leadership et de son autorité est bien plus souvent mobilisée pour étudier les partis populistes de droite, quand la question de la souveraineté militante est souvent fondée sur des cas de populisme de gauche. De telle sorte que, sans point de comparaison, il reste difficile de savoir si populisme et leadership autoritaire sont liés ou si les traits observés sont davantage une traduction de

l'autoritarisme de droite. De même, il reste difficile de savoir si la démocratie directe à l'intérieur d'un parti est la véritable forme du populisme partisan, ou bien si ces innovations sont dues à des partis récents ou issus des mouvements sociaux. Il semble néanmoins, quel que soit le mécanisme, que le degré de populisme d'un parti soit négativement corrélé à son degré de démocratie interne (Bölmelt Ezrow et Lehrer, 2020).

4.2. Populisme comme stratégie, Trump et Brexit

A l'instar du phénomène de radicalisation de certains partis conservateurs d'Europe orientale, le populisme a trouvé son chemin dans deux moments forts de l'histoire récente qu'ont représenté le référendum du Brexit en Grande-Bretagne et l'élection de Donald Trump aux États-Unis en 2016. Ces événements ont indéniablement contribué à l'explosion du nombre d'articles de presse et de revues scientifiques consacrés au populisme et ils ont souvent été, à ce titre, considérés comme des phénomènes de même nature, car structurés par des facteurs économiques, culturels et politiques similaires.

Ces deux cas éclairent certaines des stratégies d'appropriation du populisme par les entrepreneurs politiques. Le Brexit et l'élection de Donald Trump présentent des ressemblances idéologiques fortes avec la droite radicale populiste européenne, quand bien même ils constituent chacun des phénomènes beaucoup plus larges, qui puisent leurs racines au cœur même des systèmes politiques britannique et américain, dans des tendances plus profondes s'agissant du scepticisme traditionnel des conservateurs à l'égard de l'UE en Grande-Bretagne ou de la polarisation idéologique croissante de la droite aux États-Unis (Ivaldi, 2019a, p.73-75). A cet égard, ni le Brexit ni Donald Trump ne sont donc totalement réductibles à la droite radicale populiste telle qu'elle existe en France, en Italie ou en Autriche, par exemple.

Un trait d'union populiste s'établit néanmoins entre les artisans du *leave* en Grande-Bretagne et le candidat républicain aux États-Unis : leurs campagnes se sont fortement appuyées sur la dénonciation des élites et de l'*establishment*, doublée de l'appel au peuple « souverain ». Les partisans du *leave* ont instrumentalisé la défiance à l'encontre des élites de Westminster et de Bruxelles et joué sur les inquiétudes relatives à l'immigration. En juin 2016, les attitudes négatives à l'égard des élites et de l'immigration ont fortement pesé dans la balance du Brexit (Eatwell et Goodwin, 2018, p.21-23).

Aux États-Unis, la campagne présidentielle de 2016 a été marquée par la réémergence, aux deux pôles de l'échiquier politique, de candidats populistes, à gauche avec Bernie Sanders et à droite avec Donald Trump (Lowndes, 2017 ; Bonikowski, 2017, Oliver et Rahn, 2016 ; Rahn, 2019 ; Hawkins et Littvay, 2019). Ainsi que le rappelle Kazin (2017), Sanders et Trump s'inscrivent tous deux dans l'histoire longue du populisme américain, tel qu'il a émergé à la fin du XIX^{ème} siècle, dans ses formes progressistes, d'une part, et raciale nationaliste, d'autre part (p.43).

Le populisme de Donald Trump en particulier a fait l'objet d'une impressionnante littérature. Dans son analyse des discours et des stratégies trumpistes, Rahn (2019) illustre la saillance des idées populistes dans la rhétorique de l'ancien magnat et souligne en particulier l'importance du tandem constitué par le populisme et le nativisme. L'étude empirique proposée par Hawkins et al. (2016) confirme que Trump est effectivement devenu plus populiste dans ses discours et dans ses thématiques au fil de la campagne, en particulier après avoir remporté

l'investiture républicaine. Le populisme trumpiste présente une importante dimension économique très fortement alignée sur les enjeux de la globalisation (Steger, 2019), qui n'est pas sans rappeler certaines des positions protectionnistes et interventionnistes des conservateurs américains au détour du XX^{ème} siècle ou de la droite « paléoconservatrice » incarnée, entre autres, par Pat Buchanan dans les années 1990 (Fournier, 2019).

L'évolution post-2016 de la scène populiste aux États-Unis et en Grande-Bretagne atteste de l'extrême fluidité du phénomène et des multiples transformations qui peuvent intervenir dans sa morphologie. Outre-Manche, le succès du nouveau Brexit Party aux élections européennes de 2019 a témoigné un temps d'une possible recomposition de l'espace eurosceptique post-référendum et de la structuration d'un populisme transversal. Aux États-Unis, la présidence Trump a été surtout marquée par le glissement du populisme de la campagne de 2016 vers une forme de narcissisme autoritaire marquant une inquiétante dérive illibérale (Applebaum, 2020).

4.3. *Populisme : formes non-partisanes, mouvements sociaux*

Si le populisme permet de comprendre les évolutions contemporaines de certains partis politiques, en parallèle, le champ de l'étude du mouvement social commence également à interroger ses mutations à l'aune du populisme. Certes le mouvement social ne s'accorde pas naturellement à la logique populiste, notamment les mouvements structurés autour d'organisations institutionnalisées, avec des revendications sectorielles identifiées et des concertations pour résoudre le conflit. Néanmoins, les mouvements sociaux anti-austérité qui se sont multipliés à la suite de la Grande Récession, comme *Los Indignados* en Espagne, le mouvement *Aganaktismenoi* en Grèce, *Occupy* aux États-Unis et au Canada, et dans une certaine mesure *Nuit debout* en France (Ancelovici et al., 2016 ; Aslanidis, 2016 ; Della Porta 2015 ; Flesher Fominaya, 2017) peuvent être analysés par ce prisme.

Spontanés et horizontaux, de tels mouvements s'organisent grâce aux réseaux sociaux, et ils s'articulent autour de revendications hétérogènes et abstraites, « une plateforme politique attrape-tout », en identifiant a minima un adversaire commun et un objectif de souveraineté populaire (Aslanidis, 2017). Autant de caractéristiques qui correspondent au triptyque minimal de la définition du populisme. L'identité commune des manifestants est construite par chaîne d'équivalence grâce aux slogans qui servent de symboles, comme l'illustre par exemple celui des « 99% », et grâce au sentiment commun de partager des problèmes et des frustrations (Katsambekis, 2020). Dans une étude comparée entre le mouvement des places en Espagne, en Grèce et aux États-Unis, Aslanidis (2018) recense un vocable récurrent dans les trois cas, qui renvoie au peuple tel que « *les anonymes, les gens normaux, ordinaires, les gens qui travaillent, le peuple uni* », et un vocable qui renvoie, lui, aux élites « *les politiciens, les banquiers, les quelques-uns, les gouvernants, ceux qui profitent* ». L'auteur note aussi que pour assurer l'homogénéité de ce peuple qui prend forme grâce aux discours et symboles, chacun des trois mouvements se distingue par une forme d'autorégulation pour atténuer toutes les identités partisanes ou idéologiques, de sorte à garder l'aura le plus large possible. Si les mouvements des places renvoient à des mouvements populistes de gauche, il existe des exemples d'équivalents à droite, comme le *Tea Party* américain.

Le mouvement des *Gilets Jaunes* survenu en France à l'automne 2018 a soulevé beaucoup d'interrogations quant à sa nature, tant il apparaissait atypique par rapport à la typologie des mouvements sociaux les plus connus. Pourtant, tous ces éléments qui ont pu étonner les analystes semblent devenir *a posteriori* cohérents quand on les appréhende par le prisme du mouvement

social populiste (Froio et al., 2020 ; Guerra et al., 2019). Le mouvement rassemble des individus issus des classes populaires, au statut social précaire et souvent isolés, qui sans beaucoup de concertation et à l'aide des réseaux sociaux s'auto-organisent tous les week-ends pour manifester pendant des mois (Bedock et al., 2020). Ils n'expriment pas de revendication très précise, ciblant les injustices fiscales et la classe politique pendant des mois jusqu'à vouloir les remplacer et gouverner par référendum (RIC). Ils font usage d'un répertoire d'action unique, réinventant leurs propres chants, slogans, visuels, avec le gilet-jaune de signalisation routière comme symbole de ralliement. Le mouvement ne possède pas de leader reconnu, au point que quand quelques individus prennent des initiatives pour le collectif, ils courent le risque d'être désavoués. Enfin, le positionnement idéologique du mouvement a longtemps fait débat, ni de gauche, ni de droite, rejetant toutes les étiquettes du jeu politique traditionnel y compris les soutiens des partis de gauche et de droite radicales. Les *Gilets Jaunes* cultivent eux-aussi en interne leur homogénéité, faisant bloc autour de la critique des élites et de la souveraineté populaire et ignorant tous les autres enjeux.

Remarquons pour conclure que l'intérêt de rendre compte du populisme au sein du mouvement social, est que cela permet de nourrir la conceptualisation du populisme. En effet, si les études sont restreintes aux partis, le rôle du leader fort et charismatique apparaît récurrent dans une dynamique plébiscitaire et descendante. Cependant, les cas de mouvement social populiste permettent de démontrer que la présence d'un leader pour impulser une dynamique populiste n'est pas nécessaire (Roberts, 2015). On peut parler de « *leaderless populism* », « *grassroot populism* », « *bottom-up populism* » ou bien encore de « *participatory populism* » ; des formes qui ne sont pas sans rappeler les premières formes de populisme dans les mouvements agrariens du XIX^{ème} siècle aux Etats-Unis. Notons que les mouvements politiques de masse en Amérique Latine des dernières décennies, qui pourraient s'apparenter à un mouvement social populiste, sont organisés sous l'impulsion d'un leader à l'image du chavisme ou du péronisme. Ceci souligne que le populisme sous forme de mouvement social ne s'oppose pas nécessairement à la forme partisane quant à l'existence d'un leader. Il existe des formes partisans avec des leaders faibles, et des mouvements sociaux avec des leaders forts.

Conclusion

Au terme de l'examen, inmanquablement partiel, du volume considérable de littérature consacrée à la question du populisme, plusieurs pistes de réflexion se dégagent, qui concernent tout d'abord l'appréhension du phénomène populiste dans sa diversité. Le populisme en tant qu'offre politique demeure éminemment multiforme, évolutif et pour partie dépendant des occasions contextuelles offertes aux acteurs populistes d'intégrer l'espace de la compétition inter-partisane et d'y déployer ou non leurs représentations. Dean et Manguerra (2020) recommandent très justement à cet égard de prendre plus de distance avec les définitions « parcimonieuses » ou « minimales » du populisme telles qu'elles dominent à l'heure actuelle le champ académique pour s'orienter vers une appréhension du populisme plus riche sur le plan théorique et sociologique.

Le débat n'est pas totalement clos non plus quant à l'articulation du populisme et des identités politiques traditionnelles, telles qu'elles peuvent s'exprimer en termes d'affiliation gauche-droite. Cette question invite à repenser sans doute la place du populisme contemporain parmi

les grands axes de conflits et les identités politiques qui continuent de structurer le champ de la compétition politico-électorale dans la plupart des grandes démocraties occidentales.

Enfin, à cela s'ajoute l'enjeu de la nature et de la forme du populisme dans l'espace politique. Entre stratégie et discours, ou vision du monde et idéologie fine, l'étude du populisme requiert différents niveaux d'abstraction et un recul temporel pour catégoriser les acteurs, discours et partis qui peuvent être considérés comme populistes, de manière dichotomique ou à des degrés différents. De même, dans une période où la démocratie partisane est en recul, beaucoup reste à dire sur les liens entre l'adoption d'une rhétorique populiste chez des leaders politiques et l'organisation interne de leur parti ou structure. A l'heure où les formes de communication évoluent, ainsi que le mode de mobilisation des militants et sympathisants, le populisme, parce qu'il se passe de relais intermédiaires, pourrait apparaître comme un nouveau modèle, mais cela est sans compter sur la variété des formes organisationnelles recensées.

Face à ces nombreux points en suspens concernant les partis populistes, ou les mouvements dont les leaders usent de discours populistes, il faut signaler pour terminer, que bien qu'elles ne soient pas l'objet de ce traité, de nombreuses problématiques similaires se rapportent au populisme appliqué aux citoyens. Les nombreux travaux sur les attitudes populistes et l'effet que ces dernières peuvent exercer sur les comportements électoraux mettent tous en évidence la présence d'une « surcouche » normative, partiellement indépendante des idéologies traditionnelles plus substantielles, et dont on observe qu'elle interagit avec ces dernières pour contribuer à « expliquer » le vote populiste (Akkerman et al., 2014 ; van Hauwaert et van Kessel, 2018 ; Ivaldi, 2018). Pour autant, ainsi que l'ont récemment souligné Hawkins et al. (2020), nous savons encore assez peu de choses concernant les modes d'activation politique de ces attitudes populistes « dormantes » dont on voit par ailleurs qu'elles sont très largement répandues (Kaltwasser et van Hauwaert, 2020 ; Marcos-Marne et al., 2020).

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ABEDI (Amir), 2013, *Anti-Political Establishment Parties: A Comparative Analysis*, London; New York, Routledge.

ABTS (Koen), RUMMENS (Stefan), 2007, “Populism versus Democracy”, *Political Studies*, 55(2), pp.405-424.

AKKERMAN (Agnes), ZASLOVE (Andrej), SPRUYT (Bram), 2017, “‘We the People’ or ‘We the Peoples’? A Comparison of Support for the Populist Radical Right and Populist Radical Left in the Netherlands”, *Swiss Political Science Review*, 23(4), pp.377-403.

ALBERTAZZI (Daniele), MCDONNELL (Duncan) (Eds), 2008, *Twenty-first century populism: the spectre of western European democracy*, New York, Palgrave Macmillan.

ALEXANDRE (Chloé), GONTHIER (Frédéric), GUERRA (Tristan), 2019, « Les classes populaires sont-elles (les plus) populistes ? Attitudes populistes et vote radical lors de l'élection présidentielle de 2017 », *L'Année sociologique*, 69(2), pp.451-478.

ALEXANDRE (Chloé), BRISTIELLE (Antoine), CHAZEL (Laura), 2021, “From The Front de Gauche to La France Insoumise: Causes and Consequences of the Conversion of the French Radical Left to Populism”, *PARTECIPAZIONE E CONFLITTO*, 14(2).

ALGAN (Yann), BEASLEY (Elizabeth), COHEN (Daniel), FOUCAULT (Martial), 2019, *Les Origines du populisme. Enquête sur un schisme politique et social*, Paris, Seuil.

AMIEL (David), EMELIEN (Ismaël), 2019, *Le progrès ne tombe pas du ciel: manifeste*, Paris, Fayard.

ANCELOVICI (Marcos), DUFOUR (Pascale), NEZ (Héloïse) (Eds), 2016, *Street Politics in the Age of Austerity: From the Indignados to Occupy*, Amsterdam University Press.

APPLEBAUM (Anne), 2020, *Twilight of Democracy: The Seductive Lure of Authoritarianism*, London, Doubleday.

ASLANIDIS (Paris), 2016, “Populist Social Movements of the Great Recession”, *Mobilization: An International Quarterly*, 21(3), pp.301-321.

ASLANIDIS (Paris), 2017, “Populism and Social Movements”, dans Cristóbal Rovira KALTWASSER et al. (Eds), *Oxford Handbook of Populism*, Oxford, Oxford University Press.

ASLANIDIS (Paris), 2018, “Populism as a Collective Action Master Frame for Transnational Mobilization”, *Sociological Forum*, 33(2), pp.443-464.

BADIE (Bertrand), VIDAL (Dominique) (dir.), 2019, *Le Retour des populistes. L'état du monde 2019*, Paris, La Découverte.

BALE (Tim), VAN KESSEL (Stijn), TAGGART (Paul), 2011, “Thrown around with Abandon? Popular Understandings of Populism as Conveyed by the Print Media: A UK Case Study”, *Acta Politica*, 46(2), pp.111-131.

BARR (Robert R.), 2009, “Populists, Outsiders and Anti-Establishment Politics”, *Party Politics*, 15(1), pp.29-48.

BASILE (Linda), MAZZOLENI (Oscar), 2020, “Sovereignist Wine in Populist Bottles? An Introduction”, *European Politics and Society*, 21(2), pp.151-162.

BEDOCK (Camille) et al., 2020, « Une représentation sous contrôle : visions du système politique et réformes institutionnelles dans le mouvement des Gilets jaunes », *Participations*, 28(3), pp.221-246.

BERNHARD (Laurent), KRIESI (Hanspeter), 2019, “Populism in election times: a comparative analysis of 11 countries in Western Europe”, *West European Politics*, 42(6), pp.1188-1208.

BETZ (Hans-Georg), IMMERSALL (Stefan) (Eds), 1998, *The new politics of the Right: neo-Populist parties and movements in established democracies*, New York: St. Martin's Press.

BETZ (Hans-Georg), 1993, “The New Politics of Resentment: Radical Right-Wing Populist Parties in Western Europe”, *Comparative Politics*, 25(4), pp.413-427.

BOBBA (Giuliano), HUBÉ (Nicolas), 2021, *Populism and the Politicization of the COVID-19 Crisis in Europe*, Cham, Switzerland, Palgrave Macmillan.

BÖHMELT (Tobias), EZROW (Lawrence), LEHRER (Roni), 2020, “Populism and Intra-Party Democracy – Do They Practice What They Preach?”, *Working paper*.

BONIKOWSKI (Bart), 2017, “Three Lessons of Contemporary Populism in Europe and the United States”, *The Brown Journal of World Affairs*, 23(1), pp.9-24.

BORRIELLO (Arthur) BRACK (Nathalie), 2019, “‘I want my sovereignty back!’ A comparative analysis of the populist discourses of Podemos, the 5 Star Movement, the FN and UKIP during the economic and migration crises”, *Journal of European Integration*, 41(7), pp.833-853.

BROWN (Katy), MONDON (Aurelien), 2020, “Populism, the Media, and the Mainstreaming of the Far Right: *The Guardian*'s Coverage of Populism as a Case Study”, *Politics*, online first.

BRUBAKER (Rogers), 2020, “Populism and nationalism”, *Nations and Nationalism*, 26, pp.44– 66.

BUŠTIKOVÁ (Lenka), 2018, “The radical right in Eastern Europe” dans *The Oxford Handbook of the Radical Right*, Oxford: Oxford University Press, pp.565-581.

CANOVAN (Margaret), 1981, *Populism*, Harcourt Brace Jovanovich, New York.

- CANOVAN (Margaret), 1999, “Trust the People! Populism and the Two Faces of Democracy”, *Political Studies*, 47(1), pp.2-16.
- CANOVAN (Margaret), 2002, “Taking Politics to the People: Populism as the Ideology of Democracy”, dans Yves MÉNY, Yves SUREL (Eds) *Democracies and the Populist Challenge*, Basingstoke, Hampshire New York, Palgrave, pp.25-44.
- CAPOCCIA (Giovanni), 2002, “Anti-System Parties: A Conceptual Reassessment”, *Journal of Theoretical Politics*, 14(1), pp.9-35.
- CASAL BÉRTOA (Fernando), RAMA (José), 2020, “Party Decline or Social Transformation? Economic, Institutional and Sociological Change and the Rise of Anti-Political-Establishment Parties in Western Europe”, *European Political Science Review*, 12(4), pp.503-23.
- CASERO-RIPOLLÉS (Andreu), SINTES-OLIVELLA (Marçal), FRANCH (Pere), 2017, “The Populist Political Communication Style in Action: Podemos’s Issues and Functions on Twitter During the 2016 Spanish General Election”, *American Behavioral Scientist*, 61(9), pp.986-1001.
- CASTAÑO (Pablo), 2018, « Populismes de gauche en Europe : une comparaison entre Podemos et la France insoumise », *Mouvements*, 96(4), pp.169-180.
- CHARALAMBOUS (Giorgos), 2011, “All the shades of red: examining the radical left’s Euroscepticism”, *Contemporary Politics*, 17(3), pp.299-320.
- HAZEL (Laura), 2019, « De l’Amérique Latine à Madrid : Podemos et la construction d’un ‘populisme de gauche’ », *Pôle Sud*, 50(1), pp.123-138.
- HAZEL (Laura), DAIN (Vincent), 2021, “Left-wing Populism and Nationalism: A Comparative Analysis of the Patriotic Narratives of Podemos and France insoumise”, *Journal for the Study of Radicalism*, 15(2), pp.73–94.
- CHRYSOGELOS (A), 2020, “State transformation and populism: From the internationalized to the neo-sovereign state?”, *Politics*, 40(1), pp.22-37.
- COLLIER (Ruth), COLLIER (David), 1991, *Shaping the Political Arena: Critical Junctures, the Labor Movement, and Regime Dynamics in Latin America*, Princeton, Princeton University Press.
- COLLOVALD (Annie), 2005, « Le populisme : de la valorisation à la stigmatisation du populaire », *Hermès, La Revue*, n° 42(2), pp.154-160.
- CONTI (Nicolo), 2018, “National Political Elites, the EU, and the Populist Challenge”, *Politics*, 38(3), pp.361-377.
- CORBETTA (Piergiorgio), COLLOCA (Pasquale), CAVAZZA (Nicoletta), ROCCATO (Michele), 2018, “Lega and Five-star Movement voters: exploring the role of cultural, economic and political bewilderment”, *Contemporary Italian Politics*, 10(3), pp.279-293.

CORBU (Nicoleta), NEGREA-BUSUIOC (Elena), 2020, "Populism Meets Fake News: Social Media, Stereotypes and Emotions", dans Benjamin KRÄMER, Christina HOLTZ-BACHA (Eds), *Perspectives on Populism and the Media: Avenues for Research*, Nomos Verlag, pp.181-201.

COSSARINI (Paolo), VALLESPÍN (Fernando), 2019, *Populism and Passions Democratic Legitimacy after Austerity*, London, Routledge.

DAMIANI (Marco), VIVIANI (Lorenzo), 2019, "Populism and Euroscepticism in Podemos and in the Five Star Movement. Faraway, so close?" *PARTECIPAZIONE E CONFLITTO*, 12(1), pp.197-216.

DEAN (Jonathan), MAIGUASHCA (Bice), 2020, "Did somebody say populism? Towards a renewal and reorientation of populism studies", *Journal of Political Ideologies*, 25(1), pp.11-27.

DE CLEEN (Benjamin), 2017, "Populism and Nationalism", dans Cristóbal Rovira KALTWASSER et al. (Eds), *The Oxford Handbook of Populism*, Oxford, Oxford University Press, pp.342-363.

DE CLEEN (Benjamin), STAVRAKAKIS (Yannis), 2017, "Distinctions and Articulations: A Discourse Theoretical Framework for the Study of Populism and Nationalism", *Javnost - The Public*, 24 (4), pp.301-319.

DE CLEEN (Benjamin), 2018, "Critical Research on Populism: Nine Rules of Engagement", *Organization*, 25(5), pp.649-661.

DE CLEEN (Benjamin), 2020, "How Should We Analyze the Connections between Populism and Nationalism: A Response to Rogers Brubaker", *Nations and Nationalism*, 26(2), pp.314-322.

DE LA TORRE (Carlos), 2010, *Populist seduction in Latin America*, Athens, OH: Ohio University Press.

DE LA TORRE (Carlos), 2015, *The Promise and Perils of Populism: Global Perspectives*, Lexington, The University Press of Kentucky.

DE VRIES (Catherine), 2018, *Euroscepticism and the Future of European Integration*, Oxford, Oxford University Press.

DE VRIES (Catherine), EDWARDS (Erica. E), 2009, "Taking Europe To Its Extremes: Extremist Parties and Public Euroscepticism", *Party Politics*, 15(1), pp.5-28.

DE VRIES (Catherine), HOBOLT (Sara), 2020a, "Challenger Parties and Populism", *LSE Public Policy Review*, 1(1), p.3.

DE VRIES (Catherine), HOBOLT (Sara), 2020b, *Political entrepreneurs: the rise of challenger parties in Europe*, Princeton, Princeton University Press.

DECHEZELLES (Stéphanie), NEUMAYER (Laure), 2010, “Introduction: Is Populism a Side-Effect of European Integration? Radical Parties and the Europeanization of Political Competition”, *Perspectives on European Politics and Society*, 11(3), pp.229-236.

DELLA PORTA (Donatella), 2015, *Social Movements in Times of Austerity: Bringing Capitalism Back into Protest Analysis*, Cambridge, UK Malden, Mass: Polity Press.

DEMERTZIS (Nicolas), 2006, “Emotions and Populism”, dans Simon CLARKE, Paul HOGGETT, Simon THOMPSON (Eds), *Emotion, Politics and Society*, Cham, Palgrave Macmillan UK, pp.103-122.

EATWELL (Roger), GOODWIN (Matthew), 2018, *National Populism: The revolt against liberal democracy*, London, Penguin.

EMANUELE (Vincenzo), CHIARAMONTE (Alessandro), 2018, “A Growing Impact of New Parties: Myth or Reality? Party System Innovation in Western Europe after 1945”, *Party Politics*, 24(5), pp.475-487.

ENGLER (Sarah), PYTLAS (Bartek), DEEGAN-KRAUSE (Kevin), 2019, “Assessing the diversity of anti-establishment and populist politics in Central and Eastern Europe”, *West European Politics*, 42(6), pp.1310-1336.

FAWZI (Nayla), 2019, “Untrustworthy News and the Media as “Enemy of the People?” How a Populist Worldview Shapes Recipients’ Attitudes toward the Media”, *The International Journal of Press/Politics*, 24(2), pp.146-164.

FETZER (Thiemo), 2020, “Coronavirus perceptions and economic anxiety”, Working Paper, Preprint, arXiv: <https://arxiv.org/abs/2003.03848>.

FITZGIBBON (John), LERUTH (Benjamin), STARTIN (Nick) (Eds), 2017, *Euroscepticism as a Transnational and Pan-European Phenomenon. The Emergence of a New Sphere of Opposition*, London, Routledge.

FLESHER Fominaya (Cristina), 2017, “European Anti-Austerity and pro-Democracy Protests in the Wake of the Global Financial Crisis”, *Social Movement Studies*, 16(1), pp.1-20.

FOURNIER (Philippe), 2019, « La morphologie du conservatisme américain à l’ère Trump », *Canadian Journal of Political Science*, 52(4), pp.781-800.

FROIO (Caterina), 2020, “It’s not radical right populism! The Yellow Vests in France”, *C-REX*.

GERBAUDO (Paolo), 2019, “Are Digital Parties More Democratic than Traditional Parties? Evaluating Podemos and Movimento 5 Stelle’s Online Decision-Making Platforms”, *Party Politics: online first*.

GERSTLÉ (Jacques), NAI (Alessandro), 2019, “Negativity, Emotionality and Populist Rhetoric in Election Campaigns Worldwide, and Their Effects on Media Attention and Electoral Success”, *European Journal of Communication*, 34(4), pp.410-444.

GLYNOS (Jason), MONDON (Aurelien), 2016, “The political logic of populist hype: The case of right-wing populism’s ‘meteoric rise’ and its relation to the status quo”, *Populismus working papers* (n°4).

GRUNBERG (Gérard), 1998, « La mesure du populisme. Sur quelques questions de méthode », *Mots*, n°55, pp.122-127.

GUERRA (Tristan), ALEXANDRE (Chloé), GONTHIER (Frédéric), 2019, “Populist Attitudes among the French Yellow Vests”, *Populism*, 3(1), pp.1-12.

HALIKIOPOULOU (Daphne), NANOU (Kyriaki), VASILOPOULOU (Sofia), 2012, “The Paradox of Nationalism: The Common Denominator of Radical Right and Radical Left Euroscepticism”, *European Journal of Political Research*, 51(4), pp.504-39.

HAMELEERS (Michael), BOS (Linda), DE VREESE (Claes H.), 2017, ““They Did It”: The Effects of Emotionalized Blame Attribution in Populist Communication”, *Communication Research*, 44(6), pp.870-900.

HANLEY (Seán), SIKK (Allan), 2016, “Economy, Corruption or Floating Voters? Explaining the Breakthroughs of Anti-establishment Reform Parties in Eastern Europe”, *Party Politics*, 22(4), 522–533.

VAN HAUWAERT (Steven), VAN KESSEL (Stijn), 2018, “Beyond Protest and Discontent: A Cross-National Analysis of the Effect of Populist Attitudes and Issue Positions on Populist Party Support”, *European Journal of Political Research*, 57(1), pp.68-92.

HAVLÍK (Vlastimil), 2019, “Technocratic Populism and Political Illiberalism in Central Europe”, *Problems of Post-Communism*, 66(6), pp.369-384.

HAVLÍK (Vlastimil), VODA (Petr), 2018, “Cleavages, Protest or Voting for Hope? The Rise of Centrist Populist Parties in the Czech Republic”, *Swiss Political Science Review*, 24(2), pp.161-186.

HAWKINS (Kirk), 2009, “Is Chávez Populist? Measuring Populist Discourse in Comparative Perspective”, *Comparative Political Studies*, 42(8), p.1040-1067.

HAWKINS (Kirk), Castanho SILVA (Bruno), 2016, “Mapping Populist Parties in Europe and the Americas”, *Paper presented at the Explaining Populism: Team Populism January Conference*, Provo-UT.

HAWKINS (Kirk), KALTWASSER (Cristóbal Rovira), 2017, “What the (Ideational) Study of Populism Can Teach Us, and What It Can’t”, *Swiss Political Science Review*, 23 (4), pp.526-542.

HAWKINS (Kirk), LITTVAY (Levente), 2019, *Contemporary US Populism in Comparative Perspective*, Cambridge, Cambridge University Press.

HAWKINS (Kirk), CARLIN (Ryan E.), LITTVAY (Levente), KALTWASSER (Cristóbal Rovira) (Eds), 2018, *The Ideational Approach to Populism: Concept, Theory, and Analysis*. Routledge.

HEINISCH (Reinhard), MAZZOLENI (Oscar) (Eds), 2016, *Understanding populist party organisation: the radical right in Western Europe*, London, Palgrave Macmillan.

HERMET (Guy), 1997, « Populisme et nationalisme », *Vingtième Siècle*, 56(1), pp.34–47.

HERMET (Guy), 2003, « Populisme des anciens, populisme des modernes, populisme libéral-médiatique » dans Janine Chêne (dir.), *La tentation populiste au cœur de l'Europe*, Paris, La Découverte, pp.25-39.

HINO (Airo), 2012, *New challenger parties in Western Europe: a comparative analysis*. London, New York, Routledge.

HOBOLT (Sara), TILLEY (James), 2016, “Fleeing the Centre: The Rise of Challenger Parties in the Aftermath of the Euro Crisis”, *West European Politics*, 39(5), pp.971-991.

HOOGHE (Lisbet), MARKS (Gary), 2009, “A Postfunctionalist Theory of European Integration: From Permissive Consensus to Constraining Dissensus”, *British Journal of Political Science*, 39(1), pp.1-23.

HUBER (Robert), SCHIMPF (Christian), 2017, “On the Distinct Effects of Left-Wing and Right-Wing Populism on Democratic Quality”, *Politics and Governance*, 5(4), pp.146-165.

HUNGER (Sophia), PAXTON (Fred), 2021, “What’s in a Buzzword? A Systematic Review of the State of Populism Research in Political Science” *Political Science Research and Methods*, online first, pp.1-17.

IONESCU (Ghita), GELLNER (Ernest), 1969, *Populism. Its Meanings and National Characteristics*, NY, McMillan.

IVADI (Gilles), LANZONE (Maria Elisabetta), WOODS (Dwayne), 2017, « Varieties of Populism across a Left-Right Spectrum: The Case of the Front National, the Northern League, Podemos and Five Star Movement ». *Swiss Political Science Review*, 23, pp.354-376.

IVALDI (Gilles), 2016, « Le Front national français dans l’espace des droites radicales européennes », *Pouvoirs*, 157, pp.115-126.

IVALDI (Gilles), 2018, « Populisme et choix électoral : Analyse des effets des attitudes populistes sur l’orientation du vote », *Revue française de science politique*, 68 (5), pp.847-872.

IVALDI (Gilles), 2019a, *De Le Pen à Trump : le défi populiste*, Bruxelles, Éditions de l’Université de Bruxelles.

IVALDI (Gilles), 2019b, « Populism in France’ », dans Daniel STOCKEMER (eds). *Populism around the world: A Comparative Perspective*, Springer, pp.27-47.

JOHANSSON (Karl Magnus), 2014, *How Populist Parties Organize*. School of Social Sciences Södertörn University. PESO Research Report.

JUDIS(John), 2016, *The Populist Explosion. How the Great Recession Transformed American and European Politics*, Columbia Global Reports.

- KALLIS (Aristotle), 2018, « Populism, Sovereignism, and the Unlikely Re-Emergence of the Territorial Nation-State ». *Fudan Journal of the Humanities and Social Sciences*, 11(3), pp.285-302.
- KALTWASSER (Cristobal Rovira), 2012, « The Ambivalence of Populism: Threat and Corrective for Democracy ». *Democratization*, 19(2), pp.184-208.
- KALTWASSER (Cristobal Rovira), 2014, « The Responses of Populism to Dahl's Democratic Dilemmas », *Political Studies*, 62(3), pp.470-487.
- KATSAMBEKIS (Giorgos), 2020, « Constructing 'the People' of Populism: A Critique of the Ideational Approach from a Discursive Perspective ». *Journal of Political Ideologies*: pp.1-22.
- KATSAMBEKIS (Giorgos) et STAVRAKAKIS (Yannis), 2020, « Populism and the Pandemic A Collaborative Report ». *POPULISMUS Interventions*.
- KAUFMAN (Robert) et HAGGARD (Stephan), 2019, « Democratic Decline in the United States: What Can We Learn from Middle-Income Backsliding? » *Perspectives on Politics*, 17(2), pp.417-432.
- KAZIN (Michael), 1995, *The Populist Persuasion: An American History*, New York, Basic Books.
- KAZIN (Michael), 2017, « Trump et le populisme américain ». *Esprit*, (5), pp.42-53.
- KEITH (Dan), 2018, « Opposing Europe, Opposing Austerity: Radical Left Parties and the Eurosceptic Debate », dans Benjamin LERTUH, Nicholas STARTIN et Simon USHERWOOD, *The Routledge Handbook of Euroscepticism*, London : Routledge.
- VAN KESSEL (Stijn), 2014, « The Populist Cat-Dog: Applying the Concept of Populism to Contemporary European Party Systems ». *Journal of Political Ideologies*, 19 (1), pp.99-118.
- KIM (Seongcheol), 2021, « Taking Stock of the Field of Populism Research: Are Ideational Approaches 'Moralistic' and Post-Foundational Discursive Approaches 'Normative'? » *Politics*, 0(0).
- KOPECKÝ (Petr) et MUDDE (Cas), 2002, « The Two Sides of Euroscepticism: Party Positions on European Integration in East Central Europe ». *European Union Politics*, 3(3), pp.297-326.
- KRIESI (Hanspeter) et PAPPAS (Takkis), 2015, *European Populism in the Shadow of the Great Recession*, ECPR Press, Colchester, UK.
- LACLAU (Ernesto), 2005, *On Populist Reason*. Paperback edition. London New York: Verso.
- LACLAU (Ernesto) et Mouffe (CHANTAL), 2001, *Hegemony and Socialist Strategy: Towards a Radical Democratic Politics*. Verso.
- LAZAR (Marc) et DIAMANTI (Ilvo), 2019, *Peuplecratie. La métamorphose de nos démocraties*, Paris, Gallimard.

- LECONTE (Cecile), 2015, « From Pathology to Mainstream Phenomenon: Reviewing the Euroscepticism Debate in Research and Theory ». *International Political Science Review*, 36(3), pp.250-263.
- LISI (Marco), LLAMAZARES (Ivan) et TSAKATIKA (Myrto), 2019, Economic crisis and the variety of populist response: evidence from Greece, Portugal and Spain, *West European Politics*, 42(6), pp.1284-1309.
- LOWNDES (Joseph), 2017, « Populism in the United States » dans Cristobal Rovira KALTWASSER et al. (eds.), *The Oxford Handbook of Populism*, Oxford: Oxford University Press, pp.232–247,
- LUCARDIE (Paul), 2000, « Prophets, Purifiers and Prolocutors: Towards a Theory on the Emergence of New Parties ». *Party Politics*, 6(2), pp.175-185.
- MAIR (Peter), 2009, « Representative versus Responsible Government ». *Max Planck Institut Working paper* (09/8).
- MAIR (Peter), 2013, *Ruling the Void: The Hollowing of Western Democracy*. London : Verso.
- MARCH (Luke), 2007, « From Vanguard of the Proletariat to Vox Populi: Left-Populism as a “Shadow” of Contemporary Socialism ». *SAIS Review of International Affairs*, 27(1), pp.63-77.
- MARCH (Luke), 2011, « Left-wing populism: populist socialists and social populists ». In *Radical left parties in Europe*, New York: Routledge, pp.118-148.
- MARCH (Luke) et MUDDE (Cas), 2005, « What’s Left of the Radical Left? The European Radical Left After 1989: Decline and Mutation ». *Comparative European Politics*, 3(1), pp.23-49.
- MARCOS-MARNE (Hugo), PLAZA-COLODRO (Carolina) et FREYBURG (Tina), 2020, « Who votes for new parties? Economic voting, political ideology and populist attitudes », *West European Politics*, 43(1), pp.1-21.
- MAYER (Nonna), 2013, « Votes populaires, votes populistes ». *Hermès, La Revue*, (42), pp.161-166.
- MAZZOLENI (Gianpietro), 2008, « Populism and the Media ». dans Daniel ALBERTAZZI et Ducan MCDONNELL (eds), *Twenty-first century populism: the spectre of western European democracy*, New York: Palgrave Macmillan, pp.49-64.
- MCDONNELL (Ducan) et NEWELL (James), 2011, « Outsider Parties in Government in Western Europe ». *Party Politics*, 17(4), pp.443-452.
- MCKIBBEN (Charlene), 2020, « Populism on the Periphery of Democracy: Moralism and Recognition Theory », *Critical Review of International Social and Political Philosophy*, pp.1-21.
- MEIJERS (Maurits) et ZASLOVE (Andrej), 2021, Measuring Populism in Political Parties: Appraisal of a New Approach, *Comparative Political Studies*, 54(2), pp.372-407.

MÉNY (Yves) et SUREL (Yves), 2000, *Par le peuple, pour le peuple : le populisme et les démocraties*, Paris : Fayard.

MOFFITT (Benjamin), 2015, « How to Perform Crisis: A Model for Understanding the Key Role of Crisis in Contemporary Populism ». *Government and Opposition*, 50(2), pp.189-217.

MOFFITT (Benjamin), 2016, *The Global Rise of Populism: Performance, Political Style, and Representation*, Stanford, California: Stanford University Press.

MOFFITT (Benjamin), 2018, « The Populism/Anti-Populism Divide in Western Europe », *Democratic Theory*, 5(2), pp.1-16.

MOUFFE (Chantal), 2016, *L'Illusion du consensus*, Paris, Albin Michel.

MOUFFE (Chantal), 2018, *Pour un populisme de gauche*, Paris, Albin Michel.

MOUFFE (Chantal) et ERREJÓN (Iñigo), 2017, *Construire un peuple : pour une radicalisation de la démocratie*, éditions du Cerf.

MOUNK (Yacha), 2019, *The People vs. Democracy: Why Our Freedom Is in Danger and How to Save It*, Harvard University press

MUDDE (Cas), 2004, « The Populist Zeitgeist ». *Government and Opposition*, 39(4), pp.541-563.

MUDDE (Cas), 2007, *Populist Radical Right Parties in Europe*, Cambridge: Cambridge University Press.

MUDDE (Cas), 2017, « Why nativism, not populism, should be declared word of the year », *The Guardian*, [en ligne. www.theguardian.com/commentisfree/2017/dec/07/cambridge-dictionary-nativism-populism-word-year?CMP=share_btn_fb].

MUDDE (Cas), 2019, *Populism in Europe: An Illiberal Democratic Response to Undemocratic Liberalism*, Johns Hopkins Paul H. Nitze School of Advanced International Studies: Leonard Schapiro Memorial Lecture. [en ligne: <https://www.youtube.com/watch?v=6lO6SCVJCFk>].

MUDDE (Cas) et KALTWASSER (Cristobal Rovira), 2013, « Exclusionary vs. inclusionary populism: Comparing contemporary Europe and Latin America ». *Government and Opposition*, 48(02), pp.147-174.

MUDDE (Cas) et KALTWASSER (Cristobal Rovira), 2018, « Studying Populism in Comparative Perspective: Reflections on the Contemporary and Future Research Agenda », *Comparative Political Studies*, pp.1–27.

MUDDE (Cas) et KALTWASSER (Cristobal Rovira), 2017, *Populism: A Very Short Introduction*, Oxford, New York: Oxford University Press.

MÜLLER (Jan-Werner), 2016, *What Is Populism?*, University of Pennsylvania Press.

NAI (Alessandro), 2018, « Fear and Loathing in Populist Campaigns? Comparing the Communication Style of Populists and Non-Populists in Elections Worldwide », *Journal of Political Marketing*, 20(2), pp.219-250.

NORRIS (Pippa), 2020, *Measuring Populism Worldwide*. HKS Faculty Research, Working Paper Series RWP20-002.

NORRIS (Pippa) et INGLEHART (Ronald), 2019, *Cultural Backlash and the Rise of Populism: Trump, Brexit, and the Rise of Authoritarianism Populism*, New York, Cambridge University Press.

OLIVAS OSUNA (José Javier), 2021, « From chasing populists to deconstructing populism: A new multidimensional approach to understanding and comparing populism ». *European Journal of Political Research*, 60, pp.829-853.

OLIVER (Eric) et RAHN (Wendy), 2016, « Rise of the Trumpenvolk: Populism in the 2016 Election ». *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science*, 667(1), pp.189-206.

PAPADOPOULOS (Yannis), 2002, « Populism, the Democratic Question and Contemporary Governance ». In *Democracies and the Populist Challenge*, New York: Palgrave, pp.45-61.

PAPADOPOULOS (Yannis), 2013, *Democracy in Crisis ?Politics, Governance and Policy*. New York: Palgrave Macmillan.

PAPPAS (Takkis), 2008, « Political Leadership and the Emergence of Radical Mass Movements in Democracy », *Comparative Political Studies*, 41(8), pp.1117-1140.

PAPPAS (Takkis), 2019, *Populism and Liberal Democracy: A Comparative and Theoretical Analysis*, Oxford: Oxford University Press.

PAUWELS (Teun), 2011, « Measuring Populism: A Quantitative Text Analysis of Party Literature in Belgium », *Journal of Elections, Public Opinion and Parties*, 21(1), pp.97-119.

PAUWELS (Teu), 2017, « Measuring populism: a review of current approaches », dans Reinhard HEINISCH (eds.), *Political Populism*, pp.123-136.

PIRRO (Andrea) et TAGGART (Paul), 2018, « The Populist Politics of Euroscepticism in Times of Crisis: A Framework for Analysis ». *Politics*, 38(3), pp.253-262.

POBLETE (Mario), 2015, « How to Assess Populist Discourse through Three Current Approaches ». *Journal of Political Ideologies*, 20(2) pp.201-218.

POLK (Jonathan), ROVNY (Jan), BAKKER (Ryan), EDWARDS (Erica), HOOGHE (Lisbet) et al., 2017, « Explaining the salience of anti-elitism and reducing political corruption for political parties in Europe with the 2014 Chapel Hill Expert Survey data ». *Research and Politics*, 4(1), pp.1-9.

RAHN (Wendy), 2019a, « The Making of a Populist Moment: The 2016 US Election in Context », dans Kurt HAWKINS (eds), *The Ideational Approach to Populism. Concept, Theory, and Method*, London, Routledge.

RAHN (Wendy), 2019b, « Populism in the US: the evolution of the Trump constituency » dans Kurt HAWKINS (eds), *The Ideational Approach to Populism. Concept, Theory, and Method*, London, Routledge.

RICO (Guillem), GUINJOAN (Marc) et ANDUIZA (Eva), 2017, « The Emotional Underpinnings of Populism: How Anger and Fear Affect Populist Attitudes ». *Swiss Political Science Review*, 23(4), pp.444-461.

ROBERTS (Kenneth), 2015, « Populism, Social Movements, and Popular Subjectivity », dans Donatella DELLA PORTA et Mario DIANI (eds), *The Oxford Handbook of Social Movements*, Oxford: Oxford University Press, pp.681-695.

ROODUIJN (Matthijs), 2014, « The Nucleus of Populism: In Search of the Lowest Common Denominator », *Government and Opposition*, 49(04), pp.573-599.

ROODUIJN (Matthijs), 2019, « State of the Field: How to Study Populism and Adjacent Topics? A Plea for Both More and Less Focus », *European Journal of Political Research*, 58(1), pp.362-372.

ROODUIJN (Matthijs), 2020, « The Popu-List : An Overview of Populist, Far right, Far left and Eurosceptic Parties in Europe ». [en ligne: www.popu-list.org].

ROODUIJN (Matthijs) et PAUWELS (Teun), 2011, « Measuring Populism: Comparing Two Methods of Content Analysis », *West European Politics*, 34(6), pp.1272-1283.

ROSANVALLON (Pierre), 2020, *Le Siècle du populisme. Histoire, théorie, critique*, Paris, Seuil

RUMMENS (Stefan), 2017, « Populism as a Threat to Liberal Democracy ». dans Cristobal Rovira KALTWASSER et al. (eds), *The Oxford Handbook of Populism*, , Oxford: Oxford University Press.

RUIZ JIMENEZ (Antonia Maria), GONZALEZ-FERNANDEZ (Manuel Tomas) et SANCHEZ (Manuel Jimenez), 2015, « Identifying with the Nation: Spain's Left-Wing Citizens in an Age of Crisis », *South European Society and Politics*, 20(4), pp.487- 508.

RYDGREN (Jens) 2005, « Is Extreme Right-Wing Populism Contagious? Explaining the Emergence of a New Party Family », *European Journal of Political Research*, 44(3), pp.413-437.

RYDGREN (Jens), 2017, « Radical Right-Wing Parties in Europe: What's Populism Got to Do with It? », *Journal of Language and Politics*, 16(4), pp.485-496.

SALMELA (Mikko) et VON SCHEVE (Christian), 2018, « Emotional Dynamics of Right- and Left-Wing Political Populism », *Humanity & Society*, 42(4), pp.434-454.

SARTORI (Giovani), 1970, « Concept Misformation in Comparative Politics », *The American Political Science Review*, 64(4), 1033-1053.

SARTORI (Giovani), 1976, *Parties and Party Systems: A Framework for Analysis*, Cambridge: Cambridge University Press.

SCHULZ (Anne), WERNER (Wirth) et MÜLLER (Philipp), 2020, « We Are the People and You Are Fake News: A Social Identity Approach to Populist Citizens' False Consensus and Hostile Media Perceptions », *Communication Research*, 47(2), pp.201-226.

STANLEY (Ben), 2008, « The Thin Ideology of Populism », *Journal of Political Ideologies*, 13(1), pp.95-110.

STALEY (Ben), 2017, 'Populism in Central and Eastern Europe', dans Cristobal Rovira KALTWASSER et al., *The Oxford Handbook on Populism*, Oxford: Oxford University Press, pp.140–160.

Startin (Nicholas), 2018, « 'Euromondialisme' and the Growth of the Radical Right ». In Benjamin LERTUH, Nicholas STARTIN et Simon USHERWOOD, *The Routledge Handbook of Euroscepticism*, London: Routledge.

STAVRAKAKIS (Yannis), 2014, « The Return of “the People”: Populism and Anti-Populism in the Shadow of the European Crisis », *Constellations*, 21(4), pp.505-517.

STAVRAKAKIS (Yannis), ANDREADIS (Ioannis) et KATSAMBEKIS (Giorgos), 2017, « A new populism index at work: identifying populist candidates and parties in the contemporary Greek context », *European Politics and Society*, 18(4), pp.446-464.

STAVRAKAKIS (Yannis), 2018, « Populism, Anti-Populism and Crisis ». *Contemporary Political Theory*, 17(1), pp.4-27.

STAVRAKAKIS (Yannis), 2018, « Three Challenges In Contemporary Populism Research », *LSE European Politics and Policy (EUROPP)*..

STEGER (Manfred), 2019, « Mapping Antiglobalist Populism », *Populism*, 2(2), pp.110-136.

SZCZERBIAK (Aleks) et TAGGART (Paul), 2003, *Theorising Party-Based Euroscepticism: Problems of Definition, Measurement and Causality*. Sussex European Institute, Brighton.

TAGGART (Paul), 1998, « A Touchstone of Dissent: Euroscepticism in Contemporary Western European Party Systems », *European Journal of Political Research*, 33(3), pp.363-388.

TAGGART (Paul), 2000, *Populism*, Buckingham (UK) Philadelphia (Pa.): Open University Press.

TAGGART (Paul), 2002, « Populism and the Pathology of Representative Politics ». In *Democracies and the Populist Challenge*, Basingstoke, Hampshire New York: Palgrave, pp.62-80.

TAGGART (Paul), 2019, « Populism and “unpolitics” ». In *Populism and the crisis of democracy*, Routledge advances in sociology, London: Routledge, pp.79-88.

TAGUIEFF (Pierre André), (2012, *Le nouveau national-populisme*, Paris : CNRS Editions.

UČEŇ (Peter), 2007, « Parties, Populism, and Anti-Establishment Politics in East Central Europe », *SAIS Review of International Affairs*, 27(1), pp.49-62.

URBINATI (Nadia), 2017, « Populism and the Principle of Majority » dans Cristobal Rovira KALTWASSER *The Oxford Handbook of Populism* (eds), Oxford: Oxford University Press.

- VASILOPOULOU (Sophia), 2011, « European Integration and the Radical Right: Three Patterns of Opposition », *Government and Opposition*, 46(2), pp.223-244.
- VERBEEK (Bertjan) et ZASLOVE (Andrej), 2019, « Contested Issues Surrounding Populism in Public and Academic Debates », *The International Spectator*, 54(2), pp.1-16.
- VITTORI (Davide), 2020, « The Impact of Populism on Party Organization? A Study of Four Southern European ‘Populist’ Parties », *European Politics and Society*, 21(1), pp.53-71.
- WAISBORD (Silvio), 2018, « The elective affinity between post-truth communication and populist politics », *Communication Research and Practice*, 4(1), pp.17-34.
- WEYLAND (Kurt), 2001, « Clarifying a Contested Concept: Populism in the Study of Latin American Politics », *Comparative Politics*, 34(1), pp.1-22.
- WEYLAND (Kurt), 2017, « Populism: A Political Strategic Approach », Cristobal Rovira KALTWASSER et al. (eds), *The Oxford Handbook of Populism*, Oxford, Oxford University Press, pp. 48-72.
- WIDMANN (Tobias), 2021, « How Emotional Are Populists Really? Factors Explaining Emotional Appeals in the Communication of Political Parties », *Political Psychology*, 42(1), pp.163-181.
- DE WILDE (Peter) et TRENZ (Hans-Jörg), 2012, « Denouncing European Integration: Euroscepticism as Polity Contestation », *European Journal of Social Theory*, 15(4), pp.537-554.
- WOLINETZ (Stefan) et ZASLOVE (Andrej), 2018, *Absorbing the Blow: Populist Parties and Their Impact on Parties and Party Systems*, London New York: ECPR Press.
- ZASLOVE Andrej, 2008, « Here to Stay? Populism as a New Party Type », *European Review*, 16(03), pp.319-336.
- ZULIANELLO (Mattia), 2020a, *Anti-System Parties: From Parliamentary Breakthrough to Government*, London: Routledge.
- ZULIANELLO (Mattia), 2020b, « Varieties of Populist Parties and Party Systems in Europe: From State-of-the-Art to the Application of a Novel Classification Scheme to 66 Parties in 33 Countries », *Government and Opposition*, 55(2), pp.327-347.